

**MERCREDI 2 SEPTEMBRE 2015**

*« En route vers la dépression économique finale. »*

### **Pétrole**

- = Démagogie sans énergie (jean-Marc Jancovici) p.1
- = Peak oil : même pas mal ? (Alain Grandjean) p.2
- = L'explosion de "l'huile de schiste" aux Etats-Unis remet-elle en cause le pic pétrolier ? p.3
- = Nouvelles découvertes et gaz de schiste retarderont à peine le pic pétrolier p.8

### **Entretien**

- = D'Ivan Illich aux nanotechnologies. Prévenir la catastrophe? Entretien avec Jean-Pierre Dupuy p.10

### **Actualités**

- = Soyez sur vos gardes ! p.25
- = « Allo Houston ? On a un problème de croissance... » (Charles Sannat) p.31
- = La récession frappe le Canada p.33
- = Le pétrole rechute lourdement face à des inquiétudes renouvelées pour la demande p.34
- = Nouvelles de Chine... Et d'ailleurs (Patrick Reymond) p.35
- = Chute des matières premières : la Chine est-elle vraiment coupable ? (Cécile mChevré) p.37
- = Rejetez la faute sur la Fed, pas sur la Chine (Ron Paul) p.41
- = Un ralentissement mondial risque d'affaiblir encore l'inflation aux États-Unis p.43
- = L'activité industrielle de la Chine au plus bas depuis trois ans p.44
- = On parle déjà de nouvelles largesses de la BCE! (Bruno Bertez) p.46
- = Jacques Sapir : l'Italie est dans une situation bien plus inquiétante que la Grèce (vidéo) p.46
- = Etre un économiste... (Bruno Colmant) p.46
- = Avis de reprise illusoire en Europe du Sud p.47
- = Le krach de crédibilité du consensus de Beijing p.51
- = Élections 2015 — Économie, le **Canada** au fond du baril (Site de David Suzuki) p.54
- = Les hydrocarbures non conventionnels au secours du climat (Alain Grandjean) p.56
- = Il n'y a pas assez d'argent pour financer la COP21... Notre dernière chance contre le 'chaos climatique' p.59
- =



## **PÉTROLE**

### **Démagogie sans énergie**

Tribune parue dans Les Echos du 11 mars 2014

site de l'auteur : [www.manicore.com](http://www.manicore.com) - contacter l'auteur : [jean-marc@manicore.com](mailto:jean-marc@manicore.com)

\*\*\*

Les municipales puis les européennes ne devraient pas déroger à la règle : il y en aura pour tout le monde. Lors des élections, l'empilement de promesses tient hélas lieu de grand dessein national ou européen, et la population devient facilement une simple juxtaposition d'ouvriers, de mères de famille, d'automobilistes, de jeunes, d'instituteurs et d'homosexuels.

Ce procédé a au moins le mérite de la simplicité sur le plan économique : les promesses électorales étant toujours additionnelles à l'existant, dès que la liste de tous ceux qu'il faut séduire pour être élu est terminée, il est facile d'en

déduire l'argent nécessaire, et donc le taux de croissance qui va en face. Le taux de croissance annoncé par un candidat ne doit donc rien à un savant calcul, mais tout à la nécessité de se faire bien voir de l'électeur.

Et s'il n'y a pas de croissance, ou pas assez ? De 1960 à 1973, le PIB de l'OCDE a augmenté de 5,2 % par an en moyenne. De 1974 à 2007, nous sommes descendus à 2,8 % par an, et depuis 2008, à 0,4 %. Et, sur chaque période, les évolutions entre pays de la zone sont voisines. Par exemple, depuis 2007, les Etats-Unis ont cru de 1 % par an en moyenne, soit moins que l'Allemagne.

Dans ce contexte, comment ne pas croire qu'un élément plus puissant que la parole politique est à l'oeuvre ? Des travaux économétriques récents ont confirmé que le premier déterminant du PIB, dans les pays industrialisés - là où des machines mangent de l'énergie ont remplacé des hommes mangeant du pain - c'est l'énergie, qui est, par définition même, la capacité à transformer le monde qui nous entoure.

Depuis 2007, l'approvisionnement énergétique des pays de l'OCDE a commencé à baisser, tout simplement parce que la planète pétrole ne peut plus fournir comme avant. Moins d'énergie, c'est moins de transformations, et donc, toutes choses égales par ailleurs, moins de PIB à l'arrivée.

Cet approvisionnement énergétique de l'OCDE va continuer à se contracter. La stagnation ou récession est donc là pour « un certain temps » [sous-entendu : « jusqu'à la fin des temps... »], et la question désormais est bien de savoir comment on s'organise - et comment on mobilise les électeurs - pour être heureux avec ça.

## Peak oil : même pas mal ?

4 octobre 2010 - Posté par Alain Grandjean

La lecture du rapport du Conseil d'Analyse Economique<sup>1</sup> sur les effets d'un prix du pétrole élevé et volatile, présenté en juillet 2010 à Christine Lagarde m'a fait prendre conscience du fait qu'il y avait deux débats distincts. C'est peut-être ce qui explique l'incroyable aveuglement de nos dirigeants et l'impréparation de notre pays à un choc pétrolier inévitable. Sans doute sont-ils abreuvés d'études et de conclusions divergentes sur ces deux questions :

- quand le peak oil va-t-il se produire et quelle forme va-t-il prendre (que pourrait être le taux de déclin de la production pétrolière après plafonnement ?)
- quelles en seront les conséquences économiques ?

Sur la première sous-question il me semble que la messe est dite<sup>2</sup> : la production de pétrole conventionnel stagne et l'incertitude sur la date du peak

oil se mesure en années. Sur la deuxième sous-question c'est un peu moins clair : les pessimistes pensent qu'on aura un déclin rapide, les optimistes pensent que les innovations permettant de réduire notre dépendance au pétrole freineront la vitesse de ce déclin.

Sur la deuxième question, le débat, que j'espère initié par ce rapport du CAE est plus difficile : un premier raisonnement, simpliste, consiste à se dire qu'une augmentation du baril à 150 dollars ne va pas mener à la fin du monde : la facture pétrolière de la France est inférieure à 50 milliards d'euros, moins de 3% du PIB ; pourquoi parler d'apocalypse<sup>3</sup> même dans l'hypothèse d'un doublement de la dite facture, au demeurant improbable ? Il est en effet clair qu'une hausse du prix du baril induira très rapidement des baisses de sa consommation et réduira la hausse de la dite facture. Elle sera par ailleurs favorable aux industries qui proposent des services et produits permettant d'économiser du pétrole, créant de l'emploi à la fois pour le marché intérieur et pour l'export. Inversement tout le monde a en tête que le budget énergie pèse sur les ménages les plus défavorisés et que sa hausse pourrait le plonger dans la pauvreté, réduire leur pouvoir d'achat sur d'autres postes et freiner la croissance.

Pour comprendre les conséquences multiples d'un « choc » pétrolier, il est difficile d'échapper à l'exercice de la modélisation économique, qui vise à en représenter de manière simplifiée les conséquences. C'est ce qu'ont fait nos auteurs qui concluent au fait qu'une hausse du baril à 150 dollars pourrait avoir un effet de baisse du PIB de 1 à 2 %. Pas du tout négligeable, dans une période où la crise des finances publiques semble demander, pour être jugulée, des taux de croissance supérieurs à 2%... C'est d'ailleurs le mérite de ce rapport : sans sonner le tocsin, il insiste lourdement pour que nos dirigeants politiques prennent la mesure de la menace que fait peser sur notre économie la venue d'un pétrole nécessairement plus cher.

Mais faut-il croire en la capacité des modèles macroéconomiques à représenter le monde réel ? Comment peuvent-ils intégrer les phénomènes aberrants que l'ingénierie financière a réussi à produire dans les dernières années ? Comment intègrent-ils des ruptures géopolitiques ou des comportements sociaux imprévisibles ? Les chiffrages du rapport du CAE ne sont-ils pas préétablis, puis justifiés par des calculs savants, en fonction d'une stratégie de communication assez efficace : ne pas faire trop peur mais attirer l'attention ?

Ce doute légitime ne me semble cependant vraiment pas suffisant, quand on pense à la difficulté d'imaginer une civilisation post-pétrole, et encore plus de convaincre nos concitoyens, à froid, de réduire leur dépendance, dont ils ne veulent ou peuvent se sortir. **Je crois bien que le risque est élevé que nous connaissions une crise majeure.** Essayons d'en faire mieux percevoir les

logiques de déroulement et d'en solidifier l'articulation face au déni argumenté.

## **L'explosion de "l'huile de schiste" aux Etats-Unis remet-elle en cause le pic pétrolier ?**

[Transition-energie.fr](http://Transition-energie.fr)

**La révolution que permet le forage horizontal et la fracturation hydraulique** (technique connue quand même depuis une trentaine d'années) en matière de production de pétrole étasunien (huile de schiste/pétrole non conventionnel) élèverait en 2020 l'amérique au rang de **2° producteur mondial de pétrole en 2020**, juste derrière l'Arabie Saoudite.

C'est un rapport de la prestigieuse université d'Harvard rendu public lundi qui établit ce constat. Et Stéphane Trano de rebondir finement dans Marianne2.fr en posant une question fort à propos "L'avenir radieux des pétroliers américains bouleversera t-elle vraiment la donne économique mondiale" ?.

Cette étude redonne un coup de jeune à cette idée bien connue, défendue notamment par Leonardo Maugeri, auteur du rapport, président de la compagnie pétrolière ENI de 2000 à 2010, selon laquelle le développement des technologies démentirait les avertissements récurrents sur la fin des réserves (voir une infographie sur le forage horizontal et la fracturation hydraulique).

Bon sang ne saurait mentir, et on voit ici que la politique énergétique américaine est étroitement liée aux intérêts pétroliers, quelque soit le président en place, Obama ou pas. Ce dernier s'est rallié à la *realpolitik* de ses prédécesseurs selon le magazine l'Expansion qui titre "Obama croît toujours en la géopolitique du pétrole". Les présidents passent mais le modèle énergétique US reste. Et en la matière, c'est toujours l'insubmersible Dick Cheney qui est le mentor de l'actuel président.

*...Aux yeux de Cheney, le pétrole est au coeur des relations internationales et détermine en grande partie l'ascension et la chute des grandes nations . Il est une ressource critique pour laquelle il peut être quelquefois nécessaire de faire la guerre... (bonjour aux Irakiens... Ndr). C'est le Pr Michel Klare du Hampshire College qui voit dans la conduite du président Obama, la digne application des principes de la politique de Cheney.*

Alors de la **continuité dans le credo pétrolier national au soutien de l'exploitation des schistes, gaz et pétrole, il n'y a qu'un pas**, et le président de déclarer en janvier dernier dans son discours sur l'état de l'Union "*Au cours des trois dernières années nous avons ouvert à l'exploitation pétrolière et gazière des millions de km2 et je vais demander à mon administration d'ouvrir plus de 75% de nos surfaces off shore potentielle. Dès maintenant, la*

*production pétrolière américaine est la plus haute des huit dernières années. L'année dernière, notre dépendance à l'égard du pétrole importé a baissé, à un niveau record depuis 16 ans* ». Il avait évoqué avec enthousiasme l'exploitation du gaz de schiste : « *Nous avons une réserve de gaz naturel qui peut durer 100 ans. **Mon administration fera tout pour développer de façon sûre cette énergie*** ».

Il est hautement probable que le gouvernement US ne se fait pas d'illusions sur le pic pétrolier. L'armée US n'avait-elle pas averti en 2010 du risque de "[pénuries massives de production de pétrole en 2015](#)" ? (article en anglais). Même si, c'est ce qui allait très probablement conduire l'administration US avec la SEC a changé les règles des réserves des compagnies pétrolières en faveur des pétroles non conventionnels. Ce qui, aussitôt dit, aussitôt fait, allaient lancer les majors dans l'exploitation du pétrole non-conventionnel (voir le rapport de Jean Laherrère ci-dessous) et les sauver d'une dégringolade boursière.

Il reste peu de place à ce moment là pour les dommages environnementaux de l'exploitation de l'huile de schiste et l'écologie reste dans l'angle mort de la politique énergétique américaine.

Ce qui compte c'est de préserver le poids du pays de l'oncle Sam dans le concert des nations qui pèseront de tout le poids de leur puissance pétrolière, à l'heure où le monde aura un problème.

## **La réalité des chiffres du pétrole non conventionnel US**

C'est [dans un rapport](#) de [Jean Laherrère](#), présenté au Club de Nice en décembre 2011 qu'il faut aller chercher une juste analyse de ce qu'est réellement l'exploitation du pétrole non conventionnel aux Etats-Unis, et notamment des points faibles.

- Les majors ne se sont intéressées à cette production connue depuis 1821 mais abandonnée car non rentable, **qu'en 2010 à la faveur d'un changement des règles de la SEC sur leurs réserves, qui leur permet de ne pas trop voir baisser leurs réserves globales.**
- **La production chute de 50 % la deuxième année** (et il faut constamment forer de nouveaux puits pour maintenir la production Ndr). On ne peut pas bien modéliser le futur par manque d'historique.
- Il ne faut pas confondre les réserves potentiellement considérables dans le sol et les ressources qui correspondent à ce qu'on peut raisonnablement extraire.
- Il s'avère que l'activité de production est située uniquement en Amérique du Nord, mais il y a des moratoires au Québec et dans l'Etat de New York à cause des pollutions, surtout des décharges illégales de mauvais

- opérateurs et de mauvais contrôleurs.
- Les problèmes de pollution (surtout de décharge) compliquent la situation.

Jean Laherrère conseille donc “d’attendre et de voir” pour juger de la viabilité économique de ce type d’exploitation.

Sur le point de la pollution, on pourrait ajouter que les dommages environnementaux sont insuffisamment évalués avec précision et pourraient sonner le glas de la production à une grande échelle, dans des pays démocratiques où les citoyens ont leur mot à dire. Il peut en être tout autrement dans d’autres parties du monde où l’exploitation se fera en dépit des dégâts infligés aux populations.

### **Le fond du dossier sur le [pic pétrolier](#)**

Le pic pétrolier du pétrole brut est donc passé par là en 2006, et le déclin de 5 % par an, porterait la production à environ 65 millions de barils en 2020. Soit un déficit de 24 millions par rapport à la [production de 89 millions d’aujourd’hui](#). On peut quand même penser que les stratégies américains savent compter. Et que les “nouvelles technologies” **sont incapables de compenser la baisse de cette production.**

Un autre président de compagnie pétrolière Peter Voser, la Shell en l’occurrence et toujours en exercice, n’avait-il pas déclaré “[qu’il faudrait l’équivalent de 4 Arabie Saoudite d’ici 2020 pour maintenir l’offre à son niveau actuel](#)”.

La question à 1 000 barils est donc de savoir si déjà les gisements de l’Amérique du Nord (dont le Dakota du Nord), du Brésil, de l’Arctique, des pétroles lourds du Canada et du Venezuela et d’autres régions, suffiront à compenser le déclin de la production.

Pierre-René Bauquis (1) déclarait déjà dans les colonnes du Monde “**...si on trouve dix ou vingt cas analogues au Dakota du Nord sur la planète, cela ne rehaussera le pic que d’environ 5 mb/j et n’en reculera la date que de quatre à cinq ans**”.

Pour le Brésil et l’Arctique la question semble déjà réglée car cette exploitation complexe, de l’offshore très profond dans le premier cas, doublé de conditions climatiques extrêmes dans le deuxième cas, ne verra certainement pas le jour avant 2020 ou 2025.

En ce qui concerne les [pétroles extra-lourds](#) du Canada et du Venezuela, ce qui compte n’est pas tant l’étendue des réserves que la capacité de production pour un pétrole immature constitué de boues qui doivent faire l’objet d’une lourde transformation pour donner du pétrole liquide. A ce jour, dans un processus classique de traitement on estime le potentiel allant de 4 à 8 % de la production

mondiale.

Pour d'autres régions à potentiel :

- Irak : 7 à 10 ans de délai pour produire 8 millions barils/jour, mais de [nouvelles tensions apparaissent](#).
- Kazakhstan : à partir de 2013, 400 000 barils/j pour atteindre 1,5 million. (Le champ géant de Kashagan en mer Caspienne qui peut atteindre cette capacité de production, fait partie de la plus grande découverte depuis 30 ans avec le Brésil)
- Nigéria: 700 000 barils/j d'ici 2015 avec le golfe de Guinée.

Le problème reste donc entier, **à savoir comment trouver 24 millions de barils ?** Les pétro-optimistes nous laissent donc sur notre fin. Pas de statistiques, pas d'ordre de grandeur, pas de traduction chiffrée des folles espérances, en face des 30 milliards de barils dont a besoin le monde, et ce chaque année.

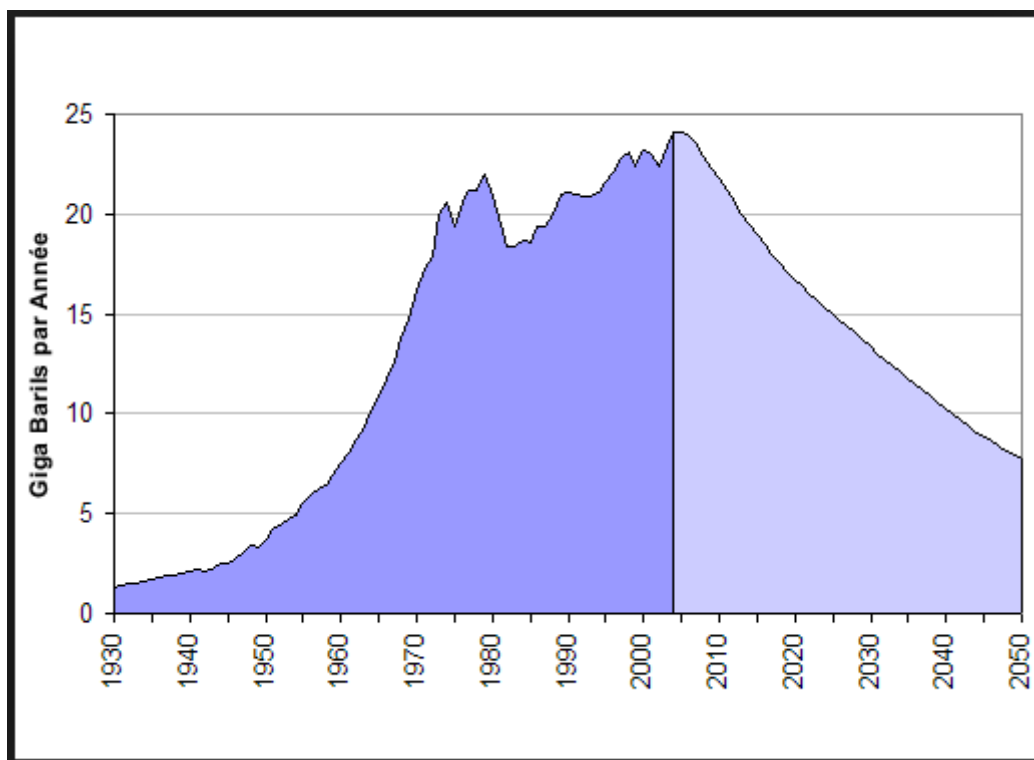
L'arithmétique élémentaire est donc comme le grand trou noir de la pensée [cornupicienne](#) (2) où ceux qui croient en une corne d'abondance éternelle se voilent la face en se rassurant avec toutes sortes de nouveautés qui vont nous sauver.

On peut quand même escompter qu'en face du déclin, de l'envolée du prix du baril, on aura une baisse ou carrément un effondrement de la demande, comme ce qui s'est passé au cours des chocs pétroliers de 1973 et 1979, ce qui fait que la demande mondiale sera plus faible que ce qu'elle est aujourd'hui.

La [croissance de la demande en pétrole commence d'ailleurs déjà à ralentir](#) (article en anglais), même si elle est dopée principalement par la Chine ([traduction de l'article original](#)).

L'angle de tir est donc étroit pour les années à venir, entre la baisse de la production de pétrole brut, l'essor non évalué avec précision des nouvelles technologies sur la production, et la baisse éventuelle de la demande. Sans parler de la volonté politique de l'OPEP à faire varier sa production en fonction de la volatilité des cours.

Et bien sûr, l'avenir du pic pétrolier – en quelque sorte – ne s'arrête pas à 2020. Si vous avez bien fait vos comptes, il est très possible que la baisse de la demande corresponde pendant un temps à la baisse de la production. **Mais après, le déclin continue, et là, on fait comment ?**



Sur le graphique ci-dessus il n'échappera à personne que la baisse de production du seul pétrole brut, donc sans les "nouveaux projets", aboutit à **une quantité de 45 millions de barils/jour en 2030.**

La première victime du boom de l'huile de schiste pour aujourd'hui aux Etats-Unis est bien sûr le développement des énergies alternatives, qui n'avaient pas besoin de cela. Et bien sûr les grands gagnants sont les pétroliers.

Philippe Aubert  
 Blogueur-citoyen

#### NOTES :

(1) Pierre-René Bauquis, "Nouvelles découvertes et gaz de schiste retarderont à peine le pic pétrolier", Le Monde, 9/5/2012

(2) Voir Yves Cochet "Pétrole Apocalypse", Fayard, 2005.

## [Nouvelles découvertes et gaz de schiste retarderont à peine le pic pétrolier](#)

LE MONDE ECONOMIE | 09.05.2012 Par Pierre-René Bauquis, ancien directeur stratégie et planification de Total

*Article publié le 8 mai 2012*

Depuis plusieurs dizaines d'années, nous assistons à des batailles d'experts pour savoir si les productions mondiales de pétrole vont atteindre un niveau maximum, à quel moment et à quel niveau. C'est la querelle dite du "peak oil" (pic de production).



Essayons d'y voir clair dans ce débat, clé pour notre avenir. Pour cela il faut tout d'abord rappeler quelques points fondamentaux. De 2000 à 2011, la part du pétrole au sein des énergies primaires est passée de près de 40 % à 34 %, celle du gaz de 22 % à 24 %, et celle du charbon de 23 % à 26 %. Le total des énergies fossiles carbonées est donc resté presque constant, passant de 85 % à 84 % du total.

L'incapacité du secteur pétrolier à faire croître ses productions au rythme de la demande potentielle s'est confirmée en 2011. Cette tendance lourde, apparue en 2003, a eu pour conséquence un rééquilibrage de l'offre et de la demande de pétrole par les prix, celui-ci ayant été multiplié par quatre ou cinq sur la période (en gros de 25 à 125 dollars le baril).

## **ÈRE DES PÉTROLES DIFFICILES**

Le pétrole n'est plus le régulateur physique des variations de la demande énergétique mondiale. Cette relative inélasticité au prix de l'offre pétrolière mondiale depuis le début des années 2000 signifie que nous sommes sortis de l'ère du pétrole bon marché et facile à produire pour basculer dans l'ère des pétroles difficiles et chers, non conventionnels" : offshores profonds (plus de 500 m) et ultra-profonds (plus de 1 500 m), sables bitumineux, pétroles de roches mères dits "*shale oil*".

Ce basculement confirme que nous sommes désormais proches du maximum soutenable de la production pétrolière mondiale. Ce "*peak oil*" devrait se situer vers 2020 (+ ou - 5 ans) et à un niveau de l'ordre de 100 millions de barils par jour (+ ou - 5 mb/j), tous hydrocarbures liquides naturels confondus, en excluant tous les produits de synthèse ou XtL.

Cette proximité dans le temps rencontre le scepticisme de ceux qui pensent que l'on n'a jamais connu autant de découvertes de gisements nouveaux et une hausse aussi forte des réserves prouvées.

Mais regardons de près ce que l'année 2011 nous a réellement appris. Comme 2009 et 2010, celle-ci a été rythmée par l'annonce d'excellents résultats dans le domaine de l'exploration, en particulier dans les offshores profonds et ultra-profonds.

Les plus grosses découvertes ont été faites au Brésil, mais aussi dans le golfe du Mexique, au large de l'Afrique occidentale et même en Guyane française. L'exploration à terre a aussi donné lieu à quelques résultats spectaculaires avec la confirmation du potentiel de certains bassins africains internes comme en Ouganda ou au nord du Kenya.

L'ensemble de ces découvertes pour 2011 peut être estimé à 15 milliards de barils, c'est-à-dire du même ordre de grandeur que les deux années précédentes : 13 en 2009 et 19 en 2010. Ces chiffres sont à comparer à la

consommation mondiale annuelle, qui est d'environ 30 milliards de barils, soit... le double de ce que nous découvrons.

Par ailleurs, 2011 a confirmé l'importance du potentiel de production de certains réservoirs peu perméables au sein de roches mères. Aux Etats-Unis, les Bakken Shales auront permis au Dakota du Nord de produire plus de 500 000 b/j fin 2011, faisant remonter la production américaine pour la seconde fois depuis 1970. Grâce à quoi le taux d'importation de pétrole brut des Etats-Unis a diminué de 65 % en 2010 à 60 % en 2011.

En gros, les Etats-Unis ont produit en 2011 six mb/j contre 10 mb/j en 1970, et auront importé 8 mb/j.

## **COMBIEN DE RÉSERVOIRS**

En conclure que le problème du pic mondial n'existe plus du fait de ces nouveaux pétroles, c'est franchir un pas que nous pensons irréaliste. La question est de savoir combien on trouvera de réservoirs de ces nouveaux types lorsqu'on en fera la recherche systématique de par le monde. Personne ne connaît la réponse. Mais si on trouve dix ou vingt cas analogues au Dakota du Nord sur la planète, cela ne rehaussera le pic que d'environ 5 mb/j et n'en reculera la date que de quatre à cinq ans.

De plus, il ne faut pas oublier que ces productions de pétrole de roches mères aux Etats-Unis ont bénéficié d'une fiscalité pétrolière très favorable et d'un régime de propriété du sous-sol exceptionnel. Outre-Atlantique, le propriétaire du sol est aussi propriétaire du sous-sol et accepte les nuisances car il y trouve son intérêt.

On peut difficilement extrapoler ces résultats au reste du monde dans lequel l'Etat est propriétaire du sous-sol, tandis que le propriétaire du sol refuse de plus en plus les éventuelles nuisances auxquelles il peut être soumis sans en tirer aucun bénéfice (même lorsque ces nuisances sont largement imaginaires).

Par ailleurs, l'augmentation des réserves mondiales prouvées pour les trois dernières années provient essentiellement du transfert comptable de ressources connues depuis plus de cinquante ans (pétrole ultralourd et bitumes de l'Orénoque au Venezuela et de l'Athabasca au Canada).

Au total, l'observation de ce qui s'est passé en 2011 ne modifie pas le fait que nous allons devoir faire face à un plafonnement de la production pétrolière mondiale vers 2020, à un niveau proche de 100 mb/j. Grace aux pétroles non conventionnels, ce pic aura très probablement la forme d'un plateau ondulé, comme l'avait prédit en 2009 Yves Mathieu, géologue de l'Institut français du pétrole.

## **ENTRETIEN**

# D'Ivan Illich aux nanotechnologies. Prévenir la catastrophe?

Entretien avec Jean-Pierre DUPUY (philosophe)

*Propos recueillis par*

*Olivier Mongin, Marc-Olivier Padis et Nathalie Lempereur*

En retraçant les différentes étapes de son parcours intellectuel et de ses livres, le philosophe explique comment la question climatique l'a conduit à renouer avec l'œuvre d'Ivan Illich, aux côtés duquel il développa ses premiers travaux. Les défis environnementaux qui se profilent ainsi que son parcours philosophique original conduisent ainsi Jean-Pierre Dupuy à proposer de penser la technique dans les termes d'un « catastrophisme éclairé » paradoxal mais peut-être indispensable.

*From Ivan Illich to nanotechnologies. Disaster prevention? An interview with Jean-Pierre Dupuy*

As he looks back on his own intellectual evolution and his books, the philosopher tells how climate change has brought him back to the thinking of the late Ivan Illich, whom he was close to early on in his own career. What with the emerging climate challenges and his own offbeat intellectual pursuit, Jean-Pierre Dupuy thinks of technique as an 'enlightened catastrophism' which may be as inevitable as it is paradoxical.

---

**Esprit : LA CRISE énergétique alimente de nombreux débats et inquiétudes, allant jusqu'à des scénarios catastrophes. Quels sont les différents argumentaires en présence ? Comment évaluez-vous cette question des réserves énergétiques ?**

**Jean-Pierre Dupuy :** Oui, notre monde va droit à la catastrophe, j'en ai l'intime conviction. Le chemin sur lequel s'avance l'humanité est suicidaire. Je parle de « la » catastrophe au singulier, non pour désigner un événement unique, mais un système de discontinuités, de franchissements de seuils critiques, de ruptures, de changements structurels radicaux qui s'alimenteront les uns les autres, pour frapper de plein fouet, avec une violence inouïe, les générations montantes. Mon cœur se serre lorsque je pense à l'avenir de mes enfants et de leurs propres enfants, qui ne sont pas encore nés. Ceux qui espèrent que le XXI<sup>e</sup> siècle échappera aux horreurs qu'a produites le XX<sup>e</sup> ont sans doute oublié que l'acte inaugural, daté du 11 septembre 2001, en fut un événement d'une brutalité inconcevable. Ils croient sans doute que la science et

la technique nous sortiront d'affaire comme elles l'ont toujours fait dans le passé. Quand j'étais petit, on me racontait dans la classe d'instruction civique que tous les malheurs de l'humanité venaient de ce que le progrès de la science ne s'était pas accompagné d'un progrès parallèle de la sagesse humaine. La science était pure, mais les hommes restaient mauvais. Quelle naïveté !

Je dois à Ivan Illich d'avoir compris que l'humanité a toujours dû se garder de trois types de menaces, et non pas simplement de deux – les deux auxquelles on pense d'abord : la force de la nature et la violence des hommes ; les tremblements de terre qui effondrent les cités glorieuses et la barbarie de la guerre qui massacre, mutile, viole leurs habitants. C'est en apprenant à mieux connaître la nature que les hommes ont réussi partiellement à la dompter ; c'est en devenant plus lucides sur les mécanismes de la haine et de la vengeance qu'ils ont compris que l'on peut s'entendre avec ses ennemis et qu'ils ont bâti les civilisations. Mais il existe un troisième front sur lequel il est beaucoup plus difficile de se battre, car l'ennemi, c'est nous-mêmes. Il a nos propres traits, mais nous ne le reconnaissons pas et tantôt nous le rabattons du côté de la nature, tantôt nous en faisons une Némésis haineuse et vengeresse. Le mal qui nous fond sur la tête depuis ce troisième front est la contrepartie de notre faculté d'agir, c'est-à-dire de déclencher des processus irréversibles et qui n'ont pas de fin, lesquels peuvent se retourner contre nous et prendre la forme de puissances hostiles qui nous détruisent. Grand lecteur de Hannah Arendt, qu'il connaissait personnellement, Illich savait bien que cette faculté s'exerce d'abord dans le réseau des relations humaines. L'action et la parole engendrent des histoires dont nul ne peut se dire l'auteur et qui connaissent parfois, voire souvent, un dénouement tragique. De cette expérience primordiale de l'autonomisation de l'action par rapport aux intentions des acteurs sont probablement nés le sacré, la tragédie, la religion et la politique – autant de dispositifs symboliques et réels susceptibles de maintenir dans des limites cette capacité d'agir. Le fait totalement inédit qui caractérise nos sociétés fondées sur la science et la technique est que nous sommes désormais capables de déclencher de tels processus *dans et sur la nature elle-même*. Avec une prescience extraordinaire, Hannah Arendt analysait dès 1958 cette mutation de l'action dans son ouvrage majeur *Human Condition* (1). Les sécheresses, cyclones et autres tsunamis de demain, ou tout simplement le temps qu'il fera, ce temps qui depuis toujours sert de métonymie à la nature, seront les produits de nos actions. Nous ne les aurons pas faits, au sens de fabriqués, car l'activité de fabrication (*poiesis* pour les Grecs), contrairement à l'action (*praxis*), a non seulement un commencement mais aussi une fin, dans les deux sens du terme : but et terminaison. Ils seront les produits inattendus des processus irréversibles que nous aurons déclenchés, souvent sans le vouloir ni le savoir.

La philosophie politique française est pour l'essentiel restée étrangère à cette mutation de l'action. Depuis Sartre au moins, le bon intellectuel hexagonal non

seulement ne connaît rien à la physique ni à la chimie, est parfaitement ignorant des principes de fonctionnement d'une centrale nucléaire ou d'un ordinateur, ne comprend rien à la théorie économique, mais il ne lui déplaît pas de s'en vanter ! Cette inculture crasse le condamne désormais à l'impuissance. Toutes les questions qui font aujourd'hui les gros titres du débat intellectuel et politique doivent être posées et traitées à nouveaux frais, dans le cadre d'une philosophie morale et politique qui donne à la nature et à la technique une place centrale. Dans l'actualité, la question de l'immigration occupe à juste titre les esprits. On réfléchit aux critères qui vont nous permettre d'atteindre un *optimum* de population immigrée sur notre territoire. Comme les baigneurs de Thaïlande qui n'ont vu qu'au dernier moment la vague gigantesque déferler sur eux, nous ne semblons pas apercevoir les centaines de millions de malheureux qui, dans un avenir proche, chassés de chez eux par la sécheresse, la montée des eaux, les ouragans ou les tempêtes, chercheront un asile chez nous, pour fuir non plus seulement des régimes d'oppression, mais des territoires que nous aurons saccagés, sans même les connaître, par notre inconséquence. Ces vagues humaines rendront dérisoires nos pauvres calculs. L'action politique doit aujourd'hui se penser dans la perspective, non plus de la révolution à accomplir, mais de la catastrophe à repousser, s'il en est encore temps.

J'en viens à votre question sur la crise énergétique. Je me permets de la récuser. Non, il n'y a pas de crise énergétique, l'expression est à bannir... avec la dernière énergie. La première raison est résumée de manière abrupte par la formule qui fait le titre du livre de mon collègue du Conseil général des Mines, Henri Prévot : nous souffrons de « trop de pétrole ! ». C'est lui qui m'a ouvert les yeux sur une faute grave que je commettais, à l'instar de tous ceux ou presque qui se piquent de s'intéresser à ce qu'on appelle bêtement l'« environnement » – comme si ces questions étaient *autour* de nous, donc extérieures à nous. Certes, les ressources fossiles (pétrole, gaz et charbon) s'épuisent à vue d'œil et nous n'en aurons plus bien avant la fin du siècle si les pays émergents comme la Chine, l'Inde, le Brésil s'engagent sur le même chemin que nous, comme ils le font déjà allègrement. Certes, les énergies de substitution ne sont pas au rendez-vous. Certes, on voit déjà se profiler une guerre qui sera sans merci entre les grandes puissances consommatrices, lesquelles se battront avec l'énergie du désespoir pour s'approprier qui la dernière goutte de pétrole, qui la dernière tonne de charbon. La tension sur les prix, qui pourrait dégénérer en panique, amplifiée par une crise financière majeure, se fait déjà sentir. Les économistes libéraux en tirent satisfaction, confiants qu'ils sont dans les mécanismes du marché, qui saura selon eux opérer les substitutions nécessaires : les réserves, comme par miracle, se trouveront multipliées, car il sera rentable d'exploiter des gisements difficiles d'accès, des énergies qui n'étaient pas économiques, comme le solaire ou les biocarburants, le deviendront, etc.

Eh bien, tout cela se révèle être un écran de fumée qui dissimule l'extrême gravité de la menace climatique. Je vais citer un chiffre que tout citoyen du monde, toute personne en situation de décider même à un niveau très modeste, devrait connaître et méditer. Les experts du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat (Giec) ne savent pas nous dire ce que l'augmentation moyenne de la température du globe d'ici à la fin du siècle sera exactement à l'intérieur d'une fourchette qui va de 2 à 6 degrés Celsius. Il est à noter que la moitié de cette incertitude résulte de l'inconnue que représentent les politiques de réduction d'émissions des gaz à effet de serre qui seront suivies. Il y a là un cercle intéressant pour le philosophe, puisque ces politiques dépendront elles-mêmes évidemment des représentations que l'on se fera du sérieux de la menace – et ces représentations dépendent en partie de l'incertitude qui grève les prévisions. Quoi qu'il en soit, les mêmes experts nous assurent qu'au-delà de 2 degrés, soit la borne basse de la fourchette, les conséquences du réchauffement climatique seront redoutables. Je ne veux pas m'étendre sur ce sujet, car toute personne désireuse de s'informer – et il devient criminel ou fou de ne pas le faire – a le choix entre toute une série d'excellentes publications. Je veux simplement souligner ceci. Au-delà de la borne en question, le système climatique entrera dans un chaos qui fera franchir à des variables clés ce qu'on appelle des « points de basculement » (*tipping points*). Ces franchissements de seuils provoqueront à leur tour des phénomènes catastrophiques, lesquels amplifieront une dynamique autorenforcée qui ressemblera à une chute dans l'abîme. Par exemple : la circulation profonde de l'Atlantique pourra s'arrêter, engendrant un refroidissement paradoxal de l'Europe ; le permafrost (la terre gelée en permanence) qui recouvre l'Antarctique, en fondant, dégagera des quantités gigantesques de méthane, l'un des plus redoutables des gaz à effet de serre ; etc. Nous ne savons pas où sont ces seuils, et lorsque nous les découvrirons, c'est que nous les aurons franchis et il sera trop tard.

J'en viens au chiffre que j'ai promis de donner : *un tiers*. Si nous voulons éviter le désastre irréversible que serait une augmentation de la température de trois degrés à la fin du siècle, l'humanité doit s'astreindre impérativement à ne pas extraire du sous-sol dans les deux siècles qui viennent plus du tiers du carbone qui s'y trouve accumulé, sous forme de pétrole, de gaz et de charbon.

Conclusion : *ce n'est pas de rareté qu'il faut parler, mais de surabondance* : nous avons trois fois trop de ressources fossiles. Or, je l'ai dit, la régulation du marché relayée par la dérégulation des paniques collectives va précipiter tout le monde, tête baissée et tant pis pour les plus faibles qu'on écrase ou piétine au passage, dans une course folle à qui s'emparera des ressources ultimes. Qui, quoi, peut arrêter cette débandade ?

## **La priorité absolue de la menace climatique**

**Esprit : Comment expliquez-vous ce décalage entre l'omniprésence du débat sur les réserves énergétiques et un certain ajournement du problème environnemental ?**

**Jean-Pierre Dupuy :** Entre le moment où nous avons commencé ces entretiens, l'été dernier, et le moment de leur publication, donc en l'espace de six mois, les esprits ont beaucoup évolué. Des publications comme le rapport britannique Stern, des films comme *La vérité qui dérange* d'Al Gore, ont ébranlé les consciences, le premier en montrant qu'il en coûterait infiniment moins cher de lutter contre le réchauffement climatique que de laisser s'effondrer l'économie capitaliste sous l'effet de la dégradation de l'environnement, le second en jouant sur les émotions et la peur. Le cœur et le porte-monnaie. Cependant j'entendais récemment le président de la République française dire que deux dangers menacent la survie de l'espèce humaine : la raréfaction des ressources fossiles et le réchauffement climatique. Si vous m'avez suivi, ce « et » constitue une faute logique. S'il y a réchauffement climatique, alors les ressources ne sont pas rares, mais surabondantes.

Cela veut dire que l'opinion publique n'a pas encore pris la mesure des périls ni conscience de leur hiérarchie. Pourquoi ? Notre monde est dominé par l'économie et donc par les mouvements des prix qui anticipent les raretés futures. Mais aucun signal ne nous parvient de l'avenir catastrophique que nous prépare la mise en chaos du climat. La menace est trop abstraite. Même lorsque nous savons que la catastrophe est devant nous, nous ne croyons pas ce que nous savons. Sur la base de nombreux exemples, un chercheur anglais a dégagé ce qu'il appelle un « principe inverse d'évaluation des risques » : la propension d'une communauté à reconnaître l'existence d'un risque serait déterminée par l'idée qu'elle se fait de l'existence de solutions. Comme les pouvoirs qui nous gouvernent, économiques et politiques, croient qu'un changement radical de nos modes de vie et un renoncement au « progrès » seraient le prix à payer pour éviter le désastre, et que cela leur paraît irréalisable, l'occultation du mal s'ensuit inévitablement.

La catastrophe n'est pas crédible. Elle n'est tenue pour possible qu'une fois réalisée, donc trop tard. C'est ce verrou que j'ai tenté de faire sauter avec mon « catastrophisme éclairé (2) ».

**Esprit : Quelle solution viable pourrait donc permettre de prévenir les effets du réchauffement climatique, ou en tout cas d'y remédier ?**

**Jean-Pierre Dupuy :** J'attends beaucoup de la publication des travaux d'Henri Prévot (3). D'une rigueur exemplaire, ils montrent que la France peut s'engager sur un programme de division par trois des émissions de gaz à effet de serre

dans les trente ou quarante ans qui viennent, qu'elle a intérêt à le faire même si elle agit seule, et cela sans dépenses excessives ni bouleversement des modes de vie. Ce « plan pour la France » implique cependant une réorientation drastique de notre appareil de production qui n'a de chance d'aboutir que si une volonté politique sans faille décide sans tarder de le mettre en œuvre (4) – ce qui ramène à la question de la formation de l'opinion publique.

Il est à noter que la démarche de Prévot se veut complètement détachée de toute considération morale ou éthique. Elle n'est guidée que par la rationalité instrumentale et l'efficacité : nous voulons survivre ? Voici les moyens nécessaires. Prévot dénonce la confusion des genres que, selon lui, pratiquent les mouvements écologistes. Ceux-ci condamneraient la manière dont nous vivons au nom d'une morale qui leur est propre, et tenteraient d'imposer ce jugement à tous leurs concitoyens en prenant prétexte de ce que ce mode de vie nous mène droit au désastre. Réfutant cette dernière affirmation, Prévot pointe une certaine mauvaise foi écologiste.

Il est vrai que la crise environnementale peut mener droit à ce qu'André Gorz appelait l'écofascisme, un ordre moral imposé au nom de la survie. Mais ce que la dénonciation de Prévot illustre, c'est que nous ne voulons pas de la survie à n'importe quel prix, en particulier au prix du renoncement à des valeurs fondamentales telles que l'autonomie morale. C'est donc bien qu'on ne peut séparer les dimensions techniques de la survie de la question éthique.

Selon le scénario le plus probable, pris dans les rets de la compétition mondiale et de la lutte pour la survie, les peuples et leurs gouvernements n'hésiteront pas à sacrifier les valeurs les moins sacrificables. Le XXe siècle nous démontre à l'envi que lorsqu'une société a peur et se sent menacée dans son être et sa reproduction, le vernis qui sépare l'ordre du chaos, la civilisation de la barbarie, peut facilement craquer de toutes parts. À quoi servirait à l'humanité de se sauver elle-même si elle en venait à perdre son âme ? Or la panique qui s'emparerait des peuples de la Terre s'ils découvraient trop tard que leur existence est en jeu risquerait de faire sauter tous les verrous qui empêchent la civilisation de basculer dans la barbarie. Les forces de l'esprit et les valeurs de justice seraient balayées. Il existe donc une double menace, qu'il faut analyser simultanément : *la menace sur la survie et la menace sur les valeurs* (5). On doit empêcher que la seconde se nourrisse de la lutte contre la première. C'est au moment même où elle comprend que sa survie est en danger que l'humanité prend conscience d'elle-même et de son unité. Il lui revient de se donner les moyens de continuer la tâche civilisatrice que son histoire a fait émerger. La reconquête du sens et de l'esprit est la chance à saisir en ce moment de crise. Le plan Prévot rend nécessaire un recours important au nucléaire civil. C'est un bel exemple de conflit possible entre l'exigence de survie et l'exigence sur les valeurs. Car la manière dont la catastrophe de Tchernobyl a été gérée par la technocratie nucléaire mondiale fait largement douter que l'on puisse assurer la



sûreté de cette forme d'énergie par des moyens qui soient compatibles avec les principes de base d'une société ouverte, démocratique et juste (6). S'il s'avérait que l'opacité, la dissimulation et le mensonge sont les conditions nécessaires de cette sûreté, l'équation énergétique et environnementale serait sans solution, à moins que l'humanité use de sa liberté de choisir un autre mode d'accomplissement que le développement matériel.

### **Esprit : La réponse à ces problèmes posés par la technologie sera-t-elle technologique ?**

**Jean-Pierre Dupuy :** Je crois que la principale menace qui pèse sur l'avenir de l'humanité est la tentation de l'orgueil. La présomption fatale, c'est de croire que la technique, qui a mis à mal les systèmes symboliques qui contenaient dans des limites les débordements toujours possibles de l'action, pourra assumer le rôle que ceux-ci jouaient lorsque la capacité d'agir ne portait que sur les relations humaines et non sur la nature. Croire cela, c'est rester prisonnier d'une conception de la technique qui voit en celle-ci une activité rationnelle, soumise à la logique instrumentale, au calcul des moyens et des fins. Mais la technique relève aujourd'hui beaucoup plus de l'action que de la fabrication. Elle-même participe de cette capacité de déclencher des processus sans retour. S'abandonner à l'optimisme scientifique qui compte uniquement sur la technique pour nous sortir des impasses où nous a mis la technique, c'est courir le risque d'engendrer des monstres qui nous dévoreront.

Mon travail en philosophie et éthique des sciences m'a conduit à illustrer ce point fondamental sur ces technologies avancées dont on nous annonce la « convergence » : les nanotechnologies, qui manipulent la matière à l'échelle moléculaire et atomique, les biotechnologies, les technologies de l'information et les sciences cognitives. Je me suis intéressé au soubassement métaphysique et aux implications éthiques de ce nouveau paradigme à la mode, qui attire sur lui les milliards de dollars et fait déjà l'objet d'une concurrence féroce à l'échelle mondiale, d'ordre scientifique et technologique, mais aussi industriel et militaire.

La composante la plus visible du rêve nanotechnologique est de prendre le relais du *bricolage* qu'a constitué jusqu'ici l'évolution pour y substituer le paradigme de la conception (*design*). Damien Broderick, l'un des plus influents visionnaires du domaine, a dit tout le mépris que lui inspirait la nature telle que l'homme l'a trouvée : « Ne peut-on penser que des nanosystèmes, conçus par l'esprit humain, court-circuiteront toute cette *errance darwinienne* pour se précipiter tout droit vers le succès du design ? » Il est fascinant de voir la science américaine, qui a dû se battre de haute lutte pour chasser de l'enseignement public toute trace de créationnisme, y compris dans ses avatars les plus récents, comme l'*intelligent design*, retrouver par le biais du

programme nanotechnologique la problématique du *design*, avec simplement désormais l'homme dans le rôle du démiurge.

Le philosophe pourrait se frotter les mains, se croyant en terrain connu. S'incarnerait ici le dessein que Descartes assigne à l'homme grâce au truchement de la science et de la technique : se rendre comme maître et possesseur de la nature, y compris de la nature humaine. La nature devient artificielle, l'homme se rebelle contre le donné, et, avant tout, contre tout ce qui constitue sa finitude.

Ce serait rater ce qu'il y a de profondément inédit dans les technologies actuelles. Avec les nanobiotechnologies, l'homme prend la relève des processus biologiques, il participe à la fabrication de la vie. Or celui qui veut fabriquer – en fait, *créer* – de la vie ne peut pas ne pas viser à reproduire sa capacité essentielle, qui est de créer à son tour du radicalement nouveau. Un autre visionnaire influent, Kevin Kelly, a eu ce mot : « Il nous a fallu longtemps pour comprendre que la puissance d'une technique était proportionnelle à son "incontrôlabilité" [*out-of-controlness*] intrinsèque, à sa capacité à nous surprendre en engendrant de l'inédit. En vérité, si nous n'éprouvons pas de l'inquiétude devant une technique, c'est qu'elle n'est pas assez révolutionnaire. » Le « nano-rêve » étant en dernière instance de déclencher dans la nature des processus complexes irréversibles, l'ingénieur de demain ne sera pas un apprenti sorcier par négligence ou incompetence, mais par dessein (*design*). Le vrai *design*, aujourd'hui, n'est pas la maîtrise, mais son contraire.

**Avec Illich et après lui...**

**Esprit : Que doit votre travail en philosophie de la technique à votre rencontre avec Ivan Illich ? Comment avez-vous collaboré avec lui avant de vous éloigner pour finalement revenir vers sa pensée avec vos travaux sur la crise climatique et les nanotechnologies ?**

**Jean-Pierre Dupuy :** Ma rencontre avec Ivan Illich au début des années 1970 a été décisive pour mon itinéraire intellectuel et pour ma vie tout court. Polytechnicien, membre du corps des Mines, mon destin était tout tracé : j'allais devenir un de ces grands patrons à la française, pétri de positivisme et de scientisme, ou bien un membre de la haute administration technique, animé par le souci de l'intérêt général et sûr de sa supériorité intellectuelle. Mais j'ai toujours eu une méfiance instinctive du pouvoir, fût-il occulte. Déjà rebelle, travaillé par le doute et les problèmes existentiels, j'avais décidé de devenir chercheur en sciences humaines, conservant de ma formation un fort penchant au rationalisme. Ma première recherche porta sur l'institution médicale et la consommation de soins de santé, qui déjà à l'époque échappait à tout contrôle. Le point d'application en fut le rôle que joue la prescription de médicaments

dans la relation médecin-malade. J'étais jeune, mais déjà la question du rapport au corps, à la maladie, à la souffrance et à la mort me taraudait, pour des raisons qui touchent à mon expérience familiale. Le livre (7) qui consigna le résultat des recherches de mon équipe fit scandale et m'assura une certaine notoriété dont je me serais bien passé. À cette époque Ivan Illich avait déjà publié ses travaux sur l'école, les transports et se tournait vers la médecine. Il apprit mon existence par Jean-Marie Domenach, qui nous présenta l'un à l'autre. Une forte amitié, tant intellectuelle que personnelle, en résulta, qui devait m'amener à faire plusieurs fois au cours de la décennie 1970 le voyage de Cuernavaca, cette ville-jardin (à l'époque) située à quelque 60 kilomètres au sud de Mexico où Illich avait établi son centre de rencontres. En 1975, nous travaillâmes ensemble à la rédaction de la version française de son grand livre sur la médecine, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé* (8). Le chapitre trois, qui expose la théorie générale de la contreproductivité, est essentiellement de mon cru. L'Amérique latine, qui allait jouer un rôle si structurant dans ma vie, me fascinait, et le simple fait d'avoir à m'y rendre régulièrement pour rencontrer ce personnage incroyablement charismatique que fut Ivan Illich ne comptait pas pour peu, je l'avoue, dans ma dévotion.

*Esprit* m'a déjà donné plusieurs fois l'occasion de dire tout ce que je dois à Ivan Illich (9). Je voudrais me limiter ici à un thème dont l'énoncé prolonge notre conversation : l'invisibilité du mal. Ces cinq dernières années, réfléchissant philosophiquement à la question des catastrophes majeures, naturelles, industrielles ou morales, j'ai eu à solliciter la pensée de trois penseurs qui furent, comme Illich, juifs et de langue maternelle allemande : Hannah Arendt, son premier époux, Günther Anders, et celui qui les présenta l'un à l'autre, Hans Jonas. Contrairement à Illich, ce furent des philosophes professionnels, tous trois élèves de Heidegger. J'ai trouvé chez eux, surtout chez Anders, des résonances très fortes, bouleversantes même, avec Illich. C'est sans doute cela qui explique chez moi un certain retour récent à la pensée de ce dernier.

J'avais tout à l'heure une première raison pour laquelle il est trompeur de parler de crise énergétique : nous avons trop de ressources fossiles. La seconde, c'est Illich lui-même qui la donne dans son *Énergie et équité* (10) : « Les propagandistes de la crise de l'énergie soulignent le problème de la pénurie de nourriture pour les esclaves producteurs d'énergie » dont les hommes croient devoir dépendre pour vivre bien. « Moi, rétorque Illich, je me demande si des hommes libres ont vraiment besoin de tels esclaves. »

Les lecteurs d'*Esprit* sont familiers de la critique illichienne de la contreproductivité des grandes institutions de la société industrielle. Ce qu'il faut noter, c'est qu'elle évite le piège du « moralisme » qui hérisse tant Henri Prévot. Comme lui, Illich – au moins en apparence – se retranche derrière la rationalité instrumentale et l'efficacité. Vous voulez perdre moins de temps à vous déplacer ? Renoncez, au-delà d'un certain seuil, à l'usage des transports

motorisés. La santé est pour vous une valeur qui n'a pas de prix ? Détournez-vous – au-delà d'un certain seuil – de l'institution médicale. Passé ces seuils critiques – on trouve chez Illich cette notion centrale de *tipping point*, dans le domaine social et politique –, il est inévitable que la médecine détruise la santé, les transports immobilisent, l'éducation rende bête et les télécommunications sourd et muet. Provocations ? Non pas, si l'on définit les « valeurs d'usage » comme le fait Illich, non seulement en termes physiques, mais dans toutes leurs dimensions culturelles et symboliques. C'est en ce point que le thème de l'invisibilité du mal intervient.

Pourquoi restons-nous aveugles au fait avéré que nous consacrons, chacun d'entre nous, plus du quart de notre vie éveillée au transport, si l'on tient compte du temps que nous passons à travailler pour nous payer les moyens de déplacement ? Précisément parce que le transport industriel masque cette absurdité en substituant au temps de déplacement effectif du temps de travail. Or, même si le travail et le *travel* (déplacement en anglais) sont linguistiquement des doublons (11), le premier, sous sa face emploi, se trouve, dans nos calculs économiques implicites, plus du côté des avantages que de celui des coûts, plus du côté des fins que de celui des moyens. Pourquoi ne voyons-nous pas que la promesse d'immortalité que véhiculent les nanobiotechnologies est non seulement mensongère mais destructrice de ce qui fait la santé « structurelle » de l'homme ? Parce que nous n'avons pas compris que la santé, ce n'est pas seulement le « silence » des organes, c'est avant tout la capacité autonome, nourrie d'une culture et d'une tradition, de faire face à la souffrance et à la mortalité, et plus généralement à la finitude de l'homme, en leur donnant sens, en les insérant dans une histoire. Cela devient impossible lorsque, comme le clame l'un des « nanochampions », elles sont traitées comme des « problèmes » en attente d'une solution technique.

Mon travail sur Tchernobyl m'a confronté brutalement à la question de l'invisibilité du mal. L'invisibilité physique, d'abord, puisque c'est l'absence qui frappe le regard de celui qui parcourt l'immense zone contaminée qui s'étend de l'Ukraine à la Biélorussie : absence des villages rasés, des personnes déplacées ; absence de vie dans les villes qui restent debout mais sans habitants pour les vingt mille prochaines années. Et le mal, en l'occurrence les radiations, est sans saveur ni odeur. L'invisibilité statistique, plus sournoisement, qui explique qu'entre les évaluations du nombre de morts les chiffres varient de 1 à 50 : lorsque les doses radioactives sont très étalées dans le temps et distribuées sur une vaste population, il est impossible de dire d'une quelconque personne désignée qui meurt d'un cancer ou d'une leucémie qu'elle est morte du fait de Tchernobyl. Tout ce que l'on peut dire, c'est que la probabilité qu'elle avait *a priori* de mourir d'un cancer ou d'une leucémie a été très légèrement accrue du fait de Tchernobyl. Les dizaines de milliers de morts qu'aura selon moi causées la catastrophe ne peuvent donc être *nommées*. La thèse officielle consiste à en

conclure qu'elles n'existent pas. C'est un crime éthique.

Nous avons plus à craindre aujourd'hui les industriels du bien que les méchants. Cette thèse illichienne sur la déconnexion du mal par rapport aux intentions de ceux qui le commettent doit être rapprochée des analyses d'Anders et d'Arendt méditant sur Auschwitz et Hiroshima (12). Le scandale qui n'a pas fini de bouleverser les catégories qui nous servent encore à juger le monde, c'est qu'un mal immense puisse être causé par une absence de malignité ; qu'une responsabilité monstrueuse puisse aller de pair avec une absence d'intentions mauvaises. En visite à Hiroshima en 1958, Anders écrivait : « Le caractère invraisemblable de la situation est tout bonnement à couper le souffle. À l'instant même où le monde devient apocalyptique, et ce par notre faute, il offre l'image... d'un paradis habité par des meurtriers sans méchanceté et par des victimes sans haine. Nulle part il n'est trace de méchanceté, il n'y a que des décombres. »

Anders parle d'« aveuglement face à l'apocalypse ». L'une de ses dimensions principales est le « décalage » (*Diskrepanz*) entre notre capacité de produire, de fabriquer, de réaliser, de créer (*herstellen*) et notre capacité, ou plutôt notre incapacité, à nous représenter, à concevoir, à imaginer (*vorstellen*) les produits et les effets de nos fabrications. Si le savoir se réduit au savoir-faire, surenchérit Arendt, alors c'est la pensée qui est sacrifiée, et les pires horreurs deviennent possibles.

Dans son *Eichmann à Jérusalem*, Arendt diagnostique l'infirmité d'Eichmann comme « manque d'imagination ». Anders aura montré que ce n'est pas l'infirmité d'un homme, mais de tous les hommes, lorsque leur capacité de faire, et de détruire, devient disproportionnée à la condition humaine. Anders pronostiquait que l'homme allait être rendu « obsolète » par ses productions, et qu'il disparaîtrait accablé par le sentiment de honte de ne pas être soi-même le produit d'une fabrication, la honte d'être né et de ne pas avoir été fait. Cette « honte prométhéenne » devait fortement influencer Sartre et l'existentialisme.

## **Le choix du catastrophisme éclairé**

**Esprit : Comment, dans la lignée de Hans Jonas, en êtes-vous arrivé à travailler sur l'éthique et la métaphysique, et à définir ce que vous appelez le catastrophisme éclairé ?**

**Jean-Pierre Dupuy :** La thèse du catastrophisme éclairé est au confluent de beaucoup de mes recherches passées dont la diversité pouvait ressembler à de la dispersion et qui trouvent là une forme d'unité complexe. C'est en ce point « apocalyptique » que tout semble se nouer : mes recherches militantes sur l'avenir du monde, certes, et la nécessité d'un nouveau modèle de civilisation où la science et la technique seraient mises au service du développement des

capacités autonomes. Mais je dois avouer, comme peu de mes lecteurs l'ont compris, que ce ne fut pas cela la cause immédiate de mes recherches « catastrophistes ». Ce fut bien plutôt d'une part mes travaux philosophiques sur les fondements d'une éthique rationnelle et la métaphysique temporelle sous-jacente à la théorie du choix rationnel et à la théorie des jeux ; d'autre part mes recherches sur l'anthropologie de la violence et du sacré. Comme Hans Jonas, en effet, je pense que la solution, s'il en existe, à nos problèmes ne peut être que politique à l'échelle mondiale ; mais qu'on ne changera pas la politique sans d'abord concevoir une nouvelle éthique, que Jonas a nommée l'« éthique du futur » – comprendre l'éthique qui entend préserver la possibilité d'un avenir pour l'homme ; et que cette éthique présuppose une nouvelle métaphysique que, contrairement à Jonas, j'ai tenté de bâtir avec les instruments de la philosophie (et de la théologie) analytiques. C'est, comme ce fut le cas pour Jonas mais surtout pour Anders, sur le problème de l'efficacité et de l'éthique de la dissuasion nucléaire que pour moi tout s'est joué.

Pendant plus de quatre décennies de guerre froide, la situation dite de « vulnérabilité mutuelle » ou « destruction mutuelle assurée » (MAD en anglais) aura donné à la notion d'*intention dissuasive* un rôle majeur, tant au plan de la stratégie qu'à celui de l'éthique. L'essence de l'intention dissuasive se trouve tout entière contenue dans la réflexion suivante, faite presque sans broncher par un stratège français : « Nos sous-marins sont capables de tuer cinquante millions de personnes en une demi-heure. Nous pensons que cela suffit à dissuader quelque adversaire que ce soit. » Que cette proposition ait pu passer pour le comble de la sagesse et de la rationalité et qu'on puisse la créditer d'avoir assuré la paix du monde pendant toute cette période que d'aucuns vont jusqu'à regretter aujourd'hui, laisse pantois. Rares pourtant sont ceux qui s'en sont émus. Pourquoi ?

Une réponse couramment admise aura été qu'il ne s'agit précisément ici que d'une intention, et non d'un passage à l'acte ; et encore d'une intention d'un genre si particulier que c'est précisément parce qu'on la forme que les conditions qui amèneraient à la mettre à exécution ne sont pas réunies : l'adversaire étant par hypothèse dissuadé n'attaque pas le premier, et l'on n'attaque jamais soi-même en premier, ce qui fait que personne ne bouge. On forme une intention dissuasive *afin de* ne pas la mettre à exécution. Les spécialistes parlent d'intention auto-invalidante (*self-stultifying intention*), ce qui donne un nom à l'énigme à défaut de la résoudre.

Ceux qui se sont penchés sur le statut, tant stratégique que moral, de l'intention dissuasive lui ont de fait trouvé un statut extrêmement paradoxal. Ce qui peut la faire échapper à la condamnation éthique est cela même qui la rend nulle sur le plan stratégique, puisque son efficacité est directement liée à... l'intention que l'on a de vraiment la mettre à exécution. Quant au point de vue moral, telles les divinités primitives, l'intention dissuasive paraît conjoindre la bonté absolue,

puisque c'est grâce à elle que la guerre nucléaire n'a pas lieu, et le mal absolu, puisque l'acte dont elle est l'intention est une abomination sans nom.

Tardivement, certains comprirent qu'il n'est nul besoin d'intention pour rendre la dissuasion nucléaire efficace. La divinité se révélait être un faux dieu. La simple existence d'arsenaux se faisant face, sans que la moindre menace de les utiliser soit proférée ou même suggérée, suffisait à ce que les jumeaux de la violence se tinsent cois. L'apocalypse nucléaire ne disparaissait pas pour autant du tableau, ni une certaine forme de transcendance. Sous le nom de dissuasion « existentielle », la dissuasion apparaissait désormais comme un jeu extrêmement périlleux consistant à faire de l'anéantissement mutuel un *destin*. Dire qu'elle fonctionnait signifiait simplement ceci : tant qu'on ne le tentait pas inconsidérément, il y avait une chance que le destin nous oublie – pour un temps, peut-être long, voire très long, mais pas infini.

En définitive, si la dissuasion nucléaire a maintenu un temps le monde en paix, c'est en projetant le mal hors de la sphère des hommes, en en faisant une extériorité maléfique mais *sans intention mauvaise*, toujours prête à fondre sur l'humanité mais sans plus de méchanceté qu'un tremblement de terre ou un tsunami, avec cependant une puissance destructrice capable de faire pâlir la Nature d'envie. Cette menace suspendue au-dessus de leurs têtes a donné aux princes de ce monde la prudence nécessaire pour éviter l'abomination de la désolation qu'aurait été une guerre thermonucléaire les détruisant les uns et les autres et le monde avec eux.

Cependant, tout cet édifice reposait sur des prémisses qui ne sont plus satisfaites aujourd'hui, en particulier l'hypothèse hobbesienne que dans cet état de nature qu'est la prétendue « communauté internationale », chacun a cette rationalité minimale que constitue le souci de se maintenir en vie (*self-preservation*). Dans la perspective d'un monde multipolaire où des dizaines d'agents disposeront d'armes de destruction massive et où certains d'entre eux n'hésiteront pas à « se sacrifier » pour maximiser le mal autour d'eux, tout l'édifice intellectuel, symbolique et institutionnel qui a permis à l'humanité jusqu'ici de ne pas s'auto-éliminer dans la violence intestine, est à reconstruire à nouveaux frais.

Ce qui rend légitime de rapprocher le problème des catastrophes majeures qui pèsent sur l'avenir de l'humanité (par exemple la mise en chaos du climat et de tous les écosystèmes) de la dissuasion nucléaire est précisément l'interprétation de celle-ci en termes de dissuasion existentielle. La structure, dans les deux cas, est la même : non pas un duel à mort opposant deux adversaires, mais un seul protagoniste, l'humanité, ayant affaire à sa propre violence, réifiée, extériorisée. L'obstacle à la prise de conscience et à l'action est identique : même lorsqu'on sait qu'elle va se produire, la catastrophe n'est pas crédible. Nous savons, ou nous devrions savoir, mais nous ne croyons pas ce que nous savons.

Le catastrophisme éclairé est une ruse qui consiste à faire comme si nous étions

la victime d'un destin tout en gardant à l'esprit que nous sommes la cause unique de notre malheur. Il nous faut vivre désormais les yeux fixés sur cet événement impensable, l'autodestruction de l'humanité, avec l'objectif, non pas de le rendre impossible, ce qui serait contradictoire, mais d'en retarder l'échéance le plus possible. Il s'agit de se coordonner sur un projet négatif qui prend la forme d'un avenir fixe *dont on ne veut pas*. Le paradoxe de l'autoréfutation veille : si l'on réussit à éviter l'avenir indésirable, comment peut-on dire qu'on se sera coordonné, fixé sur l'avenir en question ? J'ai montré qu'il y avait une solution rationnelle à ce paradoxe, et qu'elle fait signe vers la figure du tragique – l'événement tragique relevant à la fois de l'accident et de la fatalité, à l'instar d'Œdipe tuant son père au carrefour funeste ou de Meursault l'Étranger tirant sur l'Arabe sous le soleil d'Alger. C'est seulement *parce que* l'apocalypse est inscrite dans l'avenir qu'elle peut ne pas se produire.

Comme le dit Hölderlin :

« *Wo aber die Gefahr ist, wächst das Rettende auch.* »  
(« Mais là où il y a danger, croît aussi/Ce qui sauve. »)

**Propos recueillis par :**

**Olivier Mongin, Marc-Olivier Padis et Nathalie Lempereur**

\* Voir ses articles récents dans *Esprit* : « De Lisbonne (1755) à Sumatra (2005), sur le mal, nous n'avons rien appris », mai 2005 et « La médicalisation de la vie. Médecine et pouvoir : en hommage à Ivan Illich », octobre 2004.

#### NOTES :

1. Hannah Arendt, *Human Condition*, trad. fr. *Condition de l'homme moderne*, Paris, Calmann-Lévy, 1961, voir p. 259-261.
2. Jean-Pierre Dupuy, *Pour un catastrophisme éclairé. Quand l'impossible est certain*, Paris, Le Seuil, 2002 (2e éd., coll. « Points », 2004).
3. Henri Prévot, *Trop de pétrole ! Énergie fossile et changement climatique*, Paris, Le Seuil, 2007.
4. Voir ici même l'article d'Henri Prévot.
5. Voir l'intervention dans ce débat de Frédéric Worms : « La catastrophe et l'injustice », *Esprit*, novembre 2005.
6. C'est la thèse que j'ai développée dans mon *Retour de Tchernobyl. Journal d'un homme en colère*, Paris, Le Seuil, 2006.
7. Jean-Pierre Dupuy et Serge Karsenty, *l'Invasion pharmaceutique*, Paris, Le Seuil, 1974 (2e éd., coll. « Points », 1977).
8. Ivan Illich et Jean-Pierre Dupuy, *Némésis médicale. L'expropriation de la santé*, Paris, Le Seuil, 1975 (2e éd., coll. « Points », 1981. Voir I. Illich, *Œuvres complètes*, 2 vol., Paris, Fayard, 2005 et 2006).
9. Pour se limiter aux dernières années : « Le détour et le sacrifice. Ivan Illich et René Girard », *Esprit*, mai 2001, p. 26-46 ; « La médicalisation de la vie. Médecine et pouvoir : en hommage à Ivan Illich », *Esprit*, octobre 2004, p. 26-39.
10. I. Illich, *Énergie et équité*, avec une annexe de J.-P. Dupuy, Paris, Le Seuil, 1975, p. 9-10.
11. Issus du latin *trepalium*, instrument de torture à trois pieux.
12. J.-P. Dupuy, *Petite métaphysique des tsunamis*, Paris, Le Seuil, 2005.
13. J.-P. Dupuy, *Ordres et désordres*, Paris, Le Seuil, 1982 (2e éd. 1990).
14. Centre de recherche en épistémologie appliquée.



15. J.-P. Dupuy, *Aux origines des sciences cognitives*, Paris, La Découverte, 1994 (*The Mechanization of the Mind*, Princeton, Princeton University Press, 2000).
16. Id., *Introduction aux sciences sociales*, Paris, Ellipses, 1992 ; *Libéralisme et justice sociale*, Paris, Hachette, coll. « Pluriel », 1997 ; *Éthique et philosophie de l'action*, Paris, Ellipses, 1999.
17. J.-P. Dupuy, *le Sacrifice et l'envie*, Paris, Calmann-Lévy, 1992.
18. Paul Dumouchel et Jean-Pierre Dupuy, *l'Enfer des choses. René Girard et la logique de l'économie*, Paris, Le Seuil, 1979.
19. J.-P. Dupuy, *Avions-nous oublié le mal ? Penser la politique après le 11 septembre*, Paris, Bayard, 2002.

## ACTUALITÉS

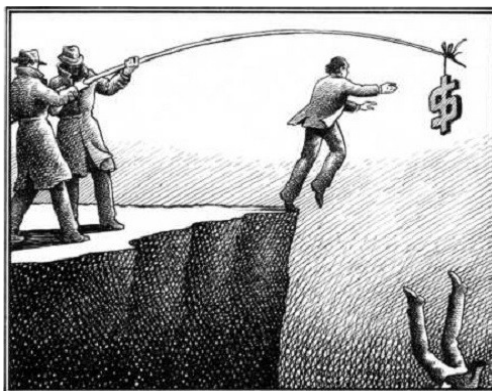
### Soyez sur vos gardes !

*Par Brandon Smith – Le 27 août 2015 – Le Saker francophone Source [alt-market](#)*

---

Voici les cinq mensonges principaux que vous allez entendre pendant l'effondrement économique en cours, liste non exhaustive

---



C'est indéniable ; les déclencheurs de l'effondrement final sont sur nous, ceux même contre lesquels les économistes alternatifs nous avaient mis en garde depuis l'implosion initiale de 2008. Dans les années suivant la catastrophe autour des produits dérivés, il n'a pas été mis fin à la propagande absurde et ridicule provenant des médias financiers, et comme la situation sur les marchés empire, la propagande ne peut qu'augmenter. Cela peut sembler contre-intuitif pour beaucoup. On pourrait penser que plus l'effondrement économique devient évident, plus les analystes alternatifs seraient vindicatifs et plus la personne moyenne serait éveillée et consciente. Pas nécessairement...

En fait, la machine de propagande dominante va accélérer le mouvement et les données les plus négatives seront exposées et absorbées par les marchés. Si vous connaissez votre histoire, alors vous savez que c'est une tactique classique des élites pour enchaîner le public avec de faux espoirs afin qu'ils ne se

préparent pas ni ne prennent de mesures alternatives alors que le système se désagrège autour d'eux. Au début de la Grande Dépression, les mêmes stratégies ont été utilisées. Regardez, si vous avez entendu des citations pareilles à celles-ci dans les journaux grand public au cours des deux derniers mois :

John Maynard Keynes en 1927 : «Nous n'aurons plus de crash dans un proche avenir.»

HH Simmons, président de la Bourse de New York, le 12 janv 1928 : «Je ne peux pas m'empêcher de faire entendre une voix dissidente aux déclarations disant que nous vivons dans un paradis de dupes, et que la prospérité dans ce pays doit nécessairement diminuer et reculer dans le futur proche.»

Irving Fisher, premier économiste américain, le New York Times, le 5 sept, 1929 : «Il peut y avoir une baisse dans le cours des actions, mais rien qui ressemble à un accident.» Et le 17 sept, 1929 : «Le prix des actions a atteint ce qui ressemble à un plateau élevé permanent. Je ne pense pas qu'il y aura bientôt, si jamais elle arrive, une chute de 50 ou 60 points par rapport aux niveaux actuels, tels que [les ours](#) [les baissiers, NdT] l'ont prédit. Je pense voir le marché boursier à une valeur bien plus élevée dans quelques mois.»

W. McNeel, analyste de marché, tel que cité dans le New York Herald Tribune, le 30 octobre 1929 : «Il est temps d'acheter des actions. C'est le temps de rappeler les mots du vieux JP Morgan ... que tout homme qui parie à la baisse sur l'Amérique va faire faillite. Dans quelques jours, on est susceptible de voir une panique baissière plutôt qu'une panique [de taureau](#) [haussière, NdT]. Beaucoup de prix bas à la suite de cette vente hystérique ne sont pas susceptibles de revenir avant de nombreuses années.»

Harvard Economic Society, le 10 nov, 1929 : «... une grave dépression semble improbable; [nous nous attendons à] la reprise de l'activité au printemps prochain, avec une nouvelle amélioration à l'automne.»

Voici la question – comme je l'ai toujours dit, l'effondrement économique n'est pas un événement singulier, c'est un processus. L'économie mondiale a été engagée dans un processus d'effondrement depuis 2008 et elle n'a jamais quitté cette voie. Ceux qui étaient ignorants ont pris les statistiques du gouvernement pour argent comptant et le marché haussier manipulé comme légitime, et ont refusé de reconnaître les fondamentaux. Maintenant, avec les marchés qui ont récemment subi une des plus grandes chutes libres depuis le krach de 2008-2009, ils sont les témoins de la folie de leurs hypothèses, mais cela ne signifie pas qu'ils vont les accepter ou présenter des excuses pour leurs errements. Si il y a une leçon que j'ai bien apprise depuis que je participe au Mouvement pour la Liberté, c'est qu'il ne faut jamais sous-estimer la puissance des biais à la normale.

Il y avait beaucoup de jours positifs sur les marchés au cours de la Grande Dépression, et cela a gardé en vie le faux rêve d'une reprise rapide pour un grand pourcentage de la population américaine pendant de nombreuses années. Attendez-vous à de nombreux retournements de marché pendant que l'effondrement actuel se développe, mais il faut toujours se rappeler quelle est la tendance générale qui importe beaucoup plus que tout jour ouvré, positif ou négatif (sauf si vous ouvrez à la baisse de 1 000 points comme nous l'avons fait ce lundi), et même plus important que les tendances, il y a d'abord les fondamentaux économiques.

L'establishment a fait tous les efforts possible pour cacher les fondamentaux au public par le biais de fausses déclarations sur les statistiques économiques. Cependant, les jours de la désinformation efficace du système financier arrivent à leur fin. Comme les investisseurs et le grand public commencent à absorber la réalité que l'économie mondiale est en effet confrontée à un vaste scénario de crise et connaît les nombres réels derrière les chiffres frauduleux, le seul recours des banquiers centraux et des gouvernements qu'ils contrôlent est de convaincre le public que la crise à laquelle ils assistent n'est pas vraiment une crise. Cela revient à dire que l'establishment va tenter de marginaliser les signaux d'effondrement qu'ils ne peuvent plus cacher, comme si ces signaux étaient d'une importance minime. [1](#)

Tout comme lors de l'apparition de la Grande Dépression, les mensonges seront omniprésents plus nous nous rapprochons de la fin. Voici quelques-uns des mensonges que vous entendrez probablement pendant que l'effondrement s'accélère ...

Premier mensonge : la crise a été causée par la contagion de la politique chinoise

L'hypocrisie inhérente à ce mensonge est vraiment étonnante, pour le dire à minima, considérant qu'il est désormais prononcé par les mêmes médias sacs à merde qui, il y a quelques mois seulement affirmaient que l'agitation financière et le bouleversement du marché boursier de la Chine étaient sans conséquences et aurait «peu à pas d'effet» sur les marchés occidentaux.

Je me souviens précisément de ces [citations hilarantes](#) de Barbara Rockefeller en juillet :

«S'il y quelque chose qui n'a pas beaucoup d'importance, c'est l'effondrement de la bourse chinoise – une fois de plus. La Chine peut être grande et puissante, mais elle manque d'une solide base de marché au détail et de gestionnaires de fonds expérimentés dans les variations de prix, sans parler d'une véritable déroute ... »

«Les prophètes de malheur disent depuis longtemps que nous aurons

une déroute boursière lorsque la Fed va finalement bouger et relever ses taux. Mais comme nous l'écrivions la semaine dernière, l'histoire ne corrobore pas la thèse, et vous ne pouvez pas vraiment compter sur l'histoire lorsque l'échantillon est limité à un ou deux points de données ... »

Oui, c'est un peu gênant. Un ou deux points de données? Il y a eu de nombreuses interventions des banques centrales dans l'histoire. Quand est-ce qu'une banque centrale, ayant déjà utilisé la relance pour manipuler les marchés par le biais de l'injection monétaire et mis en place un taux d'intérêt à zéro pour alimenter le rachat d'actions par les entreprises, ou bien un gouvernement qui a monétisé sa propre dette, ont-ils effectivement réussi dans ces tentatives? Quand a-t-on jamais vu des marchés accros aux stimuli, comme un trafiquant à son héroïne, conduire un retour à la normale? Est-ce que ce genre de comportement a jamais créé autre chose que des bulles budgétaires massives, une dégradation constante de la société locale, ou des calamités pures et simples?

Soudain, selon les médias, l'économie de la Chine nous affecte. Non seulement cela, mais la Chine est à blâmer pour tous les maux de la structure économique globale interdépendante. La simple mention, par un larbin de la Réserve fédérale, que celle-ci pourrait retarder la fin des taux d'intérêt presque nuls jusqu'en septembre, faisant ainsi récemment plonger les marchés de 600 points après un bain de sang d'une semaine, signifie que la possibilité d'augmenter les taux d'intérêt ne tient aucun compte des implications plus larges pour les marchés.

La vérité est que l'accident dans les marchés mondiaux qui va sans doute se poursuivre au cours des prochains mois, en dépit des retards sur [le ZIRP](#) par la Fed, est le produit de la décomposition totale de l'infrastructure financière. À peu près chaque nation sur cette planète, chaque économie souveraine, a permis aux banques centrales et internationales d'empoisonner tous les aspects de leurs systèmes respectifs avec de la dette et de la manipulation. Ce n'est pas un problème de contagion, c'est un problème systémique pour toutes les économies à travers le monde.

L'accident de la Chine est important, non pas parce qu'il est à l'origine du crash de toutes les autres économies, mais parce que la Chine est le plus gros importateur/exportateur dans le monde et que c'est un test décisif pour la santé financière de tous les autres pays. Si la Chine échoue, c'est parce que nous ne consommons plus, et si nous ne consommons plus, alors c'est que nous devons être fauchés. L'accident de la Chine laisse présager pour nous des conditions économiques bien pires. C'est pourquoi les marchés occidentaux ont subi des pertes avec la Chine malgré les hypothèses des médias.

Deuxième mensonge : la baisse des taux de la Chine va arrêter le crash

Non, ça ne va pas suffire. La Chine a réduit ses taux à cinq reprises depuis novembre dernier et cela n'a pas suffi à endiguer le flot de l'effondrement de son marché. Je ne sais pas pourquoi quelqu'un pourrait penser qu'une nouvelle baisse des taux pourrait accomplir quoi que ce soit d'autre que peut-être un bref répit dans cette avalanche qui nous tombe dessus.

Troisième mensonge : Ce n'est pas un accident, c'est juste la fin d'un cycle de marché

C'est la non-explication la plus ignare que je pense avoir jamais entendue. Il n'y a pas de cycle de marché alors que vos marchés sont pris en charge partiellement ou totalement par une manipulation de la planche à billets. Notre marché n'est en aucune façon un marché libre. Par conséquent, il ne peut pas se comporter comme un marché libre, et donc c'est un marché rachitique sans cycles identifiables.

Les aller-retour sur les marchés jusqu'à 5%-6% à la baisse ou à la hausse (parfois les deux en une seule journée) ne font pas partie d'un cycle normal. Ils sont un signe de la volatilité cancéreuse qui vient d'une économie au bord de la catastrophe.

Les quelques dernières années ont été un bonheur apparemment sans fin sur les marchés dans lesquels un trader imbécile naviguant à vue ne pouvait pas aller mal tant qu'il achetait au plus bas et que les interventions monétaires de la Fed maintenaient le cap en remontant artificiellement les cours. Ceci n'est pas normal, même dans la prétendue nouvelle normalité. Oui, la crise actuelle des actions est le résultat inévitable des marchés manipulés, des fausses statistiques et des espoirs mal placés, mais c'est en effet un accident inévitable de cette construction artificielle. Ce n'est en aucun cas un exemple d'un cycle de marché prévisible et non inquiétant, et le fait que les traditionnelles têtes de gondoles médiatiques et les perroquets à la mode n'avaient absolument aucune idée de ce qui allait advenir n'est qu'une preuve supplémentaire de cela.

Quatrième mensonge : la Fed ne relèvera jamais ses taux

Ne comptez pas la dessus. Les déclarations publiques par des entités mondialistes comme le FMI sur la Chine, par exemple, ont fait valoir que leur crise actuelle est simplement un aspect de la nouvelle normalité ; un avenir dans lequel la croissance stagne et le niveau de vie se réduit est conforme à ce que les choses doivent être. Je pense que la Fed va utiliser le même argument pour soutenir la fin des taux d'intérêt zéro aux États-Unis, affirmant que la baisse du niveau de richesse et de vie des Américains est une vision naturelle du nouvel ordre économique mondial dans lequel nous entrons.

C'est vrai, je l'ai écrit, un jour prochain la Fed, le FMI, la BRI et d'autres vont

tenter de convaincre le peuple américain que l'érosion de l'économie et la perte du statut de réserve mondiale du dollar est en fait une bonne chose. Ils affirment qu'un dollar fort est la [cause de toute notre souffrance économique](#) et qu'une perte de valeur est nécessaire. En attendant, ils vont, bien sûr, minimiser les tragédies résulteront de ce virage vers la dévaluation du dollar qui va se fracasser sur la tête de la population.

Une hausse des taux peut ne pas se produire en septembre. En fait, comme je le prévoyais dans [mon dernier article](#), la Fed a déjà fait allusion à un report en vue de stimuler les marchés, ou du moins de ralentir le carnage actuel à un niveau plus gérable. Mais, ils vont augmenter les taux à court terme, probablement avant la fin de cette année, après quelques réunions à haute tension dans lesquelles le monde financier siègera anxieux, attendant le mot vers le haut. Pourquoi devraient-ils augmenter les taux? Certaines personnes ne semblent pas saisir le fait que le travail de la Réserve fédérale est de détruire le système économique américain, pas de le protéger. Une fois que vous comprenez cela, alors la dynamique de la banque centrale prend tout son sens.

Une hausse des taux se produit justement parce que ce qui est nécessaire est de déstabiliser davantage la psychologie du marché des États-Unis pour faire place à une grande réinitialisation économique que le FMI et Christine Lagarde appellent de leur vœux. En plus, beaucoup de gens semblent oublier que le ZIRP fonctionne toujours, la volatilité est une tendance négative de toute façon. Rappelez-vous quand tout le monde était prêt à mettre son chapeau Dow Jones 20 000, certain de la toute-puissance des relances de la banque centrale et des QE à l'infini? Ouais... clairement, c'était un rêve.

Le ZIRP est en fin de course. Il n'alimente plus les marchés comme il le faisait et les fondamentaux sont trop évidents pour être niés.

Les mondialistes de la Banque des règlements internationaux (BRI) ont ouvertement considéré au printemps l'existence de politiques de taux d'intérêt faible comme un [déclencheur potentiel de crise](#). Leurs déclarations sont en corrélation avec la tendance de la BRI à prédire les événements terribles du marché qu'ils ont provoqués tout en déformant les raisons qui sont derrière.

Le fait est que le ZIRP a fait le travail qu'il était censé faire. Il n'y a plus de raison pour que la Fed le laisse en place.

Cinquième mensonge : soyez prêt pour le QE 4

Encore une fois, ne comptez pas sur lui. Ou à tout le moins, ne vous attendez pas qu'un QE renouvelé puisse avoir un effet durable sur le marché s'il est lancé.

Il n'y a vraiment aucun besoin de lancement d'un quatrième programme d'assouplissement quantitatif, mais attendez vous à ce que la Fed évoque sa

possibilité dans les médias avec l'intention de tromper les investisseurs. Premièrement, la Fed sait que ce serait un aveu que les trois derniers QE sont un échec total, et admettre que son travail consiste à démanteler l'économie américaine, je ne pense pas qu'ils cherchent à prendre un blâme immédiat pour tout ce gâchis. Un QE4 serait d'autant plus une catastrophe que le dernier programme de relance de la BCE était en Europe, pour ne pas mentionner les dernières actions de relance par la PBOC en Chine. Je vais le dire une fois de plus: la relance avec de l'émission monétaire a une date de péremption, et cette date est arrivée dans le monde entier. Les jours où les marchés étaient soutenus artificiellement sont comptés et ils ne reviendront plus jamais.

Je vois peu d'avantages pour la Fed de mettre un QE4 dans le tableau. Si l'objectif est de faire dérailler le dollar, l'action est déjà bien en cours et le FMI a balisé soigneusement le terrain pour faire entrer le yuan dans le panier de monnaie mondiale des DTS l'année prochaine, menaçant le statut de réserve mondiale du dollar. La Chine continue également de déverser des centaines de milliards de dollars en bons du Trésor américain, conduisant inévitablement à une ruée vers un lâchage des Treasuries US par les autres nations. Le dollar est une monnaie zombie en sursis, et la Fed n'aura même pas besoin d'en imprimer comme l'Allemagne de Weimar afin de la tuer.

Ultime mensonge : ce n'est pas aussi mauvais qu'il y paraît

Si, si, c'est exactement aussi mauvais qu'il y paraît, sinon pire. Lorsque le Dow Jones peut ouvrir en baisse de 1000 points un lundi et que la Chine peut perdre la totalité de ses gains de 2015 en l'espace de quelques semaines, en dépit des mesures de relance institutionnalisées ces dernières années, alors quelque chose va très mal. Cela ne peut pas être qu'un accident de parcours. Ce n'est pas une simple correction dont on a déjà touché le fond. Ceci est seulement le début de la fin.

Les marchés ne sont pas un indicateur prédictif. Les marchés ne suivent pas les fondamentaux positifs ou négatifs. Ils ne se brisent pas avant ou pendant le déclin d'une économie chancelante. Les marchés se bloquent après que l'économie est déjà plongée dans le coma. Les marchés se plantent lorsque le système n'est plus récupérable. Depuis 2008, rien dans la structure financière mondiale n'a été redressé et maintenant l'édifice de la banque centrale est incapable ou refuse (je crois que c'est les deux) de fournir les outils pour nous permettre même de prétendre qu'il peut être sauvé. Nous allons sentir passer la douleur maintenant, tout cela alors que les élites nous disent que tout est dans nos têtes.

**« Allo Houston ? On a un problème de croissance... »**

Charles Sannat 2 septembre 2015

Mes chères impertinentes, mes chers impertinents,

Ma femme sachant à quel point j'aime les aventures d'Astérix et d'Obélix, me regarde ce matin et me dit, toi tu as de la chance, pour le lancement de ton site insolentiae.com (hop comme ça je glisse le nom de mon site ni vu ni connu) on va t'offrir une crise toute neuve comme on offre des romains tout neuf à Obélix...

Allo ? Houston ... La Chine tremblote !

**Oui, c'est vrai, il paraît que finalement il y aurait quelques légers ratés de croissance et que nous aurions un problème...**

Bon côté chinois ce ne serait pas fameux, tous les indicateurs sont orientés à la baisse avec une mention spéciale concernant la production manufacturière. Alors du coup les gens sont inquiets et revendent leurs actions à la bourse qui avaient terriblement progressé cette année. En Chine c'était des millions de comptes titres qui étaient ouverts chaque semaine.

Tenez je me cite moi-même en date du 3 juin je reproduisais cette dépêche de l'agence de presse Xinhua qui nous disait que 4,4 millions de comptes titres avaient été ouverts en une semaine :

« BEIJING, 2 juin (Xinhua) – En Chine, 4,4 millions de comptes-titres pour des actions de catégorie A ont été ouverts la semaine dernière, soit 1,8 million de plus que la semaine précédente, a déclaré mardi la China Securities Depository and Clearing Co., Ltd. (CSDC).

Ce nombre hebdomadaire est un nouveau record historique depuis qu'une réforme a été adoptée en avril pour autoriser les investisseurs à ouvrir jusqu'à 20 comptes-titres pour des actions de catégorie A.

Selon les statistiques, 2,43 millions de comptes-titres ont été ouverts la semaine dernière pour le marché des actions de catégorie A de Shanghai, et 1,97 million pour celui de Shenzhen.

Les comptes-titres pour ces deux marchés ont totalisé 216 millions la semaine dernière ».

Bon, si j'avais repris cette dépêche pour en faire un article ce n'était pas pour faire du remplissage mais parce que nous avons la preuve entre les mains ou sous les yeux, que les autorités chinoises laissent la plus gigantesque bulle boursière de particuliers de tous les temps depuis celle de 1929 se former sous nos yeux et que quand tout le monde achète en même temps des actions à crédit, ils finissent tous par revendre en même temps et cela ruine tout le monde. Normal. Nous le savions. C'était écrit. Mais moi on me disait... « Charles, tu es pessimiste »...



## **Heu finalement aux Etats-Unis c'est pas très bon non plus...**

Par exemple cette dépêche Reuter qui titre « US / Eco : effondrement de l'indice de la Fed de Dallas », c'est repris par le site Boursier.com, je vous indique le lien en bas de page, on y apprend que « l'indice d'activité manufacturière régionale de la Fed de Dallas pour le mois d'août 2015 s'est complètement effondré et ressort négatif de 15,8 points, contre -2,5 de consensus et -4,6 rapporté un mois plus tôt. Cet indicateur traduit donc une accélération de la baisse de l'activité ».

Alors ça la vache, pour accélérer la baisse, elle accélère et pas de main morte... Enfin moi « je pessimisme » et François le mamamouchi, lui il voit la croissance...

## **Au Canada c'est pô mieux...**

Je vous ai fait un petit article à ce sujet dans l'édition du jour... oui nos amis canadiens sont carrément entré en récession, rien de grave pour le Brésil c'était déjà fait. Non, il n'y a pas à dire partout dans le monde comme dirait François le mamamouchi... l'heure est à la reprise !

## **En Europe c'est morne plaine...**

Encore une fois, il n'y a que le capitaine de pédalo élyséen qui voit la reprise, ou plus précisément qui veut voir la reprise synonyme pour lui de réélection en 2017.

En Italie c'est terrible, en Espagne de mes yeux vu de cet été et c'est récent, ce n'est pas fameux, en France c'est bien mou et notre production industrielle n'est pas vraiment au beau fixe, le chômage vole de niveaux historiques en records... sans oublier que la baisse de 0.1% du mois dernier sans même rentrer dans le détail des chiffres, n'est liée qu'à l'arrondi technique ... en clair, 0.054% de baisse cela donne officiellement 0.1... et oui !

Enfin que voulez-vous je suis pessimiste soit disant mais je ne suis pas le seul, ainsi le magazine le Revenu titrait en ce 1er septembre... « Bourse: le retour des pessimistes » en rajoutant que « malgré de nombreux commentaires enthousiastes sur les actions, quelques voix s'élèvent chez les professionnels pour mettre en garde contre un excès de confiance »...

En attendant, préparez-vous, il est déjà trop tard !

## **[La récession frappe le Canada](#)**

**[Charles Sannat 2 septembre 2015](#)**

C'est un article de la Tribune, qui découvre, surpris ou presque que le Canada est

entré en récession... zut alors, dire que la reprise mondiale était là!

Selon la Tribune « la dernière phase de récession de l'économie canadienne remontait à 2008-2009, juste après la crise financière internationale »...

Je ne vais pas vous dire que l'on est en fin de cycle de reprise (reprise que personne n'a réussi à voir) mais je vous le dis quand même.

Désormais c'est place à la nouvelle crise, et elle sera mondiale, sur des niveaux d'endettement jamais atteints et avec des taux d'intérêt proche du zéro absolu... autant dire aucune marge de manœuvre.

Pour information, le « PIB canadien a diminué de 0,1% par rapport au premier trimestre et de 0,5% en rythme annualisé sur la période avril-juin ».

Ce n'est donc pas réjouissant!

Charles SANNAT

[Source La Tribune ici](#)

## **Le pétrole rechute lourdement face à des inquiétudes renouvelées pour la demande**

**BusinessBourse Le 02 sept 2015**

**Les cours du pétrole ont lourdement rechuté mardi, victimes de la vague d'inquiétude sur tous les marchés financiers après la publication d'indices manufacturiers décevants notamment en Chine et aux Etats-Unis, qui ont renforcé les inquiétudes vis-à-vis de la demande.**

Le cours du baril de light sweet crude (WTI) pour livraison en octobre a perdu 3,79 dollars à 45,41 dollars sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), mettant fin à une série de trois séances de forte hausse qui lui avait permis de bondir de plus de 27%.

A Londres, le prix du baril de Brent de la mer du Nord, référence européenne du brut, a chuté encore plus lourdement, perdant 4,59 dollars à 49,56 dollars, là aussi sur le contrat pour octobre, sur l'International Exchange (ICE).

La faiblesse des indices manufacturiers aujourd'hui, de la Chine à l'Europe en passant par les États-Unis, semble avoir contribué à la baisse du cours du pétrole, a commenté Connor Campbell, analyste chez Spreadex.

L'indice d'activité dans le secteur manufacturier aux États-Unis a en effet baissé en août, selon l'indice des directeurs d'achat de ce secteur publié mardi par l'association professionnelle ISM, alors que les analystes s'attendaient à ce qu'il soit stable.

Mais c'est la contraction violente de l'activité manufacturière en Chine, deuxième économie mondiale et deuxième plus gros consommateur de pétrole au monde après les États-Unis, au mois d'août, qui a accaparé les esprits des investisseurs ce mardi.

L'indice PMI dévoilé par le Bureau national des statistiques (BNS) s'est établi à 49,7 en août, soit son plus bas niveau depuis août 2012, contre 50 en juillet.

Les cours du pétrole ont glissé de nouveau à cause de perspectives moroses sur la demande chinoise, a souligné Jasper Lawler, analyste chez CMC Markets.

Quant aux Etats-Unis, la fin de l'été, qui se traduit par une baisse de la demande en essence, rapproche la perspective des opérations de maintenance des raffineries, ce qui fait que nous allons bientôt voir augmenter les stocks de brut, a prévu Kyle Cooper, de IAF Advisors.

A la veille de la publication des chiffres hebdomadaires du ministère de l'Energie (DoE) sur les réserves des Etats-Unis, M. Cooper table sur un déclin des stocks de brut et d'essence, et une hausse de ceux de produits distillés.

### – L'optimisme se dissipe –

Du côté de l'offre, toujours surabondante, le tableau n'est guère meilleur pour les investisseurs: les Iraniens ont dit qu'ils avaient déjà commencé à augmenter leur production, a noté M. Cooper.

De fait, selon la chaîne de télévision iranienne Press TV, l'Iran, qui espère une prochaine levée des sanctions économiques le frappant après l'accord conclu en début d'été sur son programme nucléaire, a déjà augmenté de 50.000 barils par jour (bj) sa production de brut en août, pour atteindre son plus niveau depuis juillet 2012, à 2,9 millions de bj.

Ce n'est pas un problème si nos exportations doublent et les prix chutent de moitié, a déclaré le ministre iranien du pétrole Bijan Zangeneh, cité par Press TV.

Ces déclarations semblent de nature à dissiper l'optimisme suscité lundi par une publication de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), qui avait laissé espérer une concertation avec d'autres pays producteurs pour faire baisser les cours.

Cela va sans dire, l'Opep, comme toujours, va continuer à faire tout ce qu'elle peut pour créer le climat qui convienne permettant au marché du pétrole d'arriver à l'équilibre avec des prix justes et raisonnables, lisait-on dans un bulletin du cartel pétrolier.

Selon plusieurs analystes, ces déclarations ont été surinterprétées.

Cela fait plusieurs mois qu'on entend l'Opep dire qu'elle est prête à parler à d'autres producteurs, mais quand elle est incapable de parvenir à un consensus dans ses propres rangs, la probabilité qu'elle arrive à coordonner une réduction de la production avec des pays non membres de l'Opep semble faible, a déclaré Matt Smith, chez Clipper Data.

# Nouvelles de Chine... Et d'ailleurs

Patrick Reymond 1 septembre 2015

Cela ne va pas très fort en Chine, visiblement. Les usines chimiques pètent les une après les autres, (c'est la troisième), à tel point qu'on peut se poser des questions, la croissance est une escroquerie, elle est au plus, à 2 ou 3 %, et son modèle est à bout de souffle.

Une usine qui explose, ça peut être un accident.

Quand la deuxième saute, on peut se poser des questions.

A la troisième, on ne se pose plus de questions. On a des certitudes.

Après, savoir qui a opéré est une autre chose. Après tout, j'ai souvenir que dans des crises économiques, bizarrement, les usines avaient une tendance lourde à brûler.

En 1982, je me souviens de cette petite ville de 50 000 habitants, qui fut victime de plus de 110 incendies d'usines de confection... Après tout, quoi de mieux pour liquider un vieux stock d'invendables, de machines obsolètes et virer des employés pour force majeure ? Le reste, c'est pour les assurances...

Bien sûr, cela peut être encore pire, et une intervention extérieure n'est pas du tout à exclure. Mais il est clair que le proverbe latin peut s'appliquer (à qui profite le crime ?), et que la réponse peut être variée.

Mais, il est clair aussi que ces temps de grandes difficultés économiques, le monde va vivre de pénibles heures.

D'abord, l'effondrement/récession/dépression atteint principalement les pays producteurs de pétrole. Après 15 ans de cours élevés, cela avait créé une demande, et cette demande, désormais, disparaît. De plus, il est rare, très rare qu'un pays producteur de matières premières arrive à faire quelque chose d'autre. Cette matière première a fait le vide. Elle a tué tout le reste.

Même l'Arabie Saoudite, en guerre avec pratiquement tous ses voisins, est touchée. Les cours sont insuffisants, la demande déprime, et les cours élevés ont créés des capacités supplémentaires. Et un puits de pétrole, fut-il de schiste, ne s'arrête que quand il est épuisé. La société qui l'exploite fera peut-être faillite, mais le puits lui-même sera revendu pour une bouchée de pain. La même chose, pour bien des capacités de production. Ce qui coûte, c'est de la créer. Une fois existante, elle peut très bien devenir rentable, si elle ne l'était pas avant une fois la dette expurgée.

Il est clair que dans le cas du pétrole de schiste, on arrête, grosso-modo, de creuser. Mais cela ne veut pas dire qu'on arrête l'exploitation de l'existant, qui tournera quelques mois, ou années, même à production très faible. Les ricains

s'en foutent complètement, le secteur de l'extraction pétrolière est de longue date, sous perfusion fiscale. Un puits, même s'il ne produit que de quoi alimenter un briquet, est une excellente affaire.

Pour ce qui est du reste, [il suffit de lire ceci](#) :

### **Production industrielle 2007-2013 :**

Royaume Uni ; - 13 %,

Danemark : - 14 %,

Suède : - 4 %,

Finlande : - 22 %,

Italie : - 19 %,

Espagne - 22 %,

Japon - 8 %,

USA et [Allemagne](#) se distinguent : 0% (c'est la réindustrialisation US).

L'effondrement est donc bien commencé. Avec les ponpons finlandais et Espagnols. C'est d'autant plus marrant pour la Finlande que les essais de L'EPR vont commencer, dans un pays qui n'en a plus besoin...

Bref, il y a peu de temps à attendre pour que la courbe se dirige vers le bas, et que le voisin apparaisse hostile.

Comme je l'ai déjà dit, je ne pense pas à un futur de guerre généralisée.

Troubles, oui, mais la montée de "l'extrême" implique un tête à queue mental total pour les nouveaux adhérents, et une percolation de la population, un phénomène de seuil. Et puis, vous dire que certains tenteraient la guerre, ça me ferait bien rire. Il leur faudrait d'abord acheter une paire de cojones. Les "antifa", à l'image d'un devenu célèbre tué dans la rue, ne brillent pas spécialement par leur courage.

Quand aux allogènes, ils sont aussi des produits du système, avec tous ses défauts. Peut on imaginer des gens qui se carapatent livrer combat ? Au premier coup de feu, il y a des fortes chances de débandade du plus grand nombre.

## **Chute des matières premières : la Chine est-elle vraiment coupable ? (1)**

2 septembre 2015 | [Cécile Chevré](#) | [La Quotidienne d'Agora](#)

Les médias, analystes et commentateurs sont unanimes sur un point : la Chine fait plonger le cours des matières premières. Une explication tellement simple, tellement efficace en apparence, tellement implacable que j'ai eu envie de m'y

intéresser.

Commençons donc par tenter de cerner cette nouvelle doxa.

La confirmation, mois après mois, du ralentissement économique chinois a mis à mal le cours des *commodities* avec l'idée sous-jacente qu'une Chine en ralentissement ou déclin économique consommerait moins de matières premières. Voilà comment et pourquoi les matières premières, des métaux aux *softs* en passant par l'énergie, plongent.

Si bien qu'aujourd'hui, plus personne ne veut de ces pauvres matières premières abandonnées à leur triste sort de rebus de l'économie. Qui est encore assez fou pour investir sur l'étain, l'acier ou le fer alors que la Chine vacille ?

L'évolution du cours du pétrole au cours de ces dernières semaines est l'exemple parfait du lien fort, presque organique, entre les matières premières et la Chine. Le cours du Brent est ainsi passé de plus de 65 \$ à 42 \$ et celui du WTI de 60 \$ à 38 \$.

Comme je vous le disais la semaine dernière [dans la Quotidienne](#), le responsable de cette chute est tout trouvé : la Chine, avec ses difficultés économiques, boursières et politiques.

### **La Chine s'enrhume, les matières premières sont moribondes**

La publication depuis le début de la semaine de nouvelles mauvaises données économiques en provenance de l'empire du Milieu a même sérieusement ébranlé le rebond – essentiellement technique – que le baril a entamé depuis quelques jours. Le Brent, après avoir clôturé au contact des 53 \$ le 31 août dernier, est retombé en direction des 48 \$ depuis.

La raison ? Une avalanche de chiffres un peu indigestes (mais qui font sérieux). L'indice PMI manufacturier chinois tel qu'il est calculé par Markit s'est établi à 47,3 en août (à moins de 50, il indique une contraction de l'activité), au plus bas depuis 6 ans et demi. Les chiffres officiels sont un peu meilleurs, mais à 49,7 ils signent tout de même une contraction.

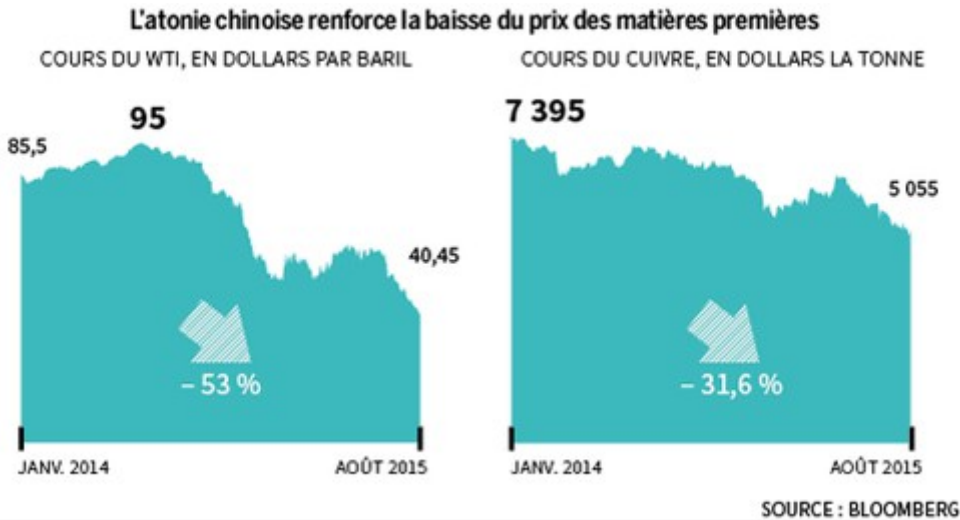
Comme vous l'a expliqué hier Eric Lewin [dans le point vidéo boursier de la Bourse au Quotidien](#), ce qui a donné des aigreurs d'estomac aux marchés et aux analystes, c'est l'indice PMI des services qui, jusqu'à présent, avait plutôt bien résisté aux aléas économiques. Tel qu'il est calculé par Markit, cet indice s'est affiché à 49,7 en août dernier (contre 50 en juillet).

Or selon le schéma couramment admis de politique économique suivi par Pékin, les services et la consommation interne sont censés prendre progressivement le relai de l'industrie lourde et exportatrice. Un recul des services a donc mis le feu aux marchés... et aux matières premières.

Toutes les matières premières ont été frappées de plein fouet par les mauvais

chiffres chinois. Le cours de métaux comme le cuivre, l'aluminium ou le fer ont reculé d'environ 20% depuis le début de l'année.

Et, comme je vous le disais, à chaque fois, le lien est fait entre la croissance chinoise et le cours des matières premières. C'est ce qu'illustrent par exemple ce graphique et son commentaire publiés par *le Monde*.



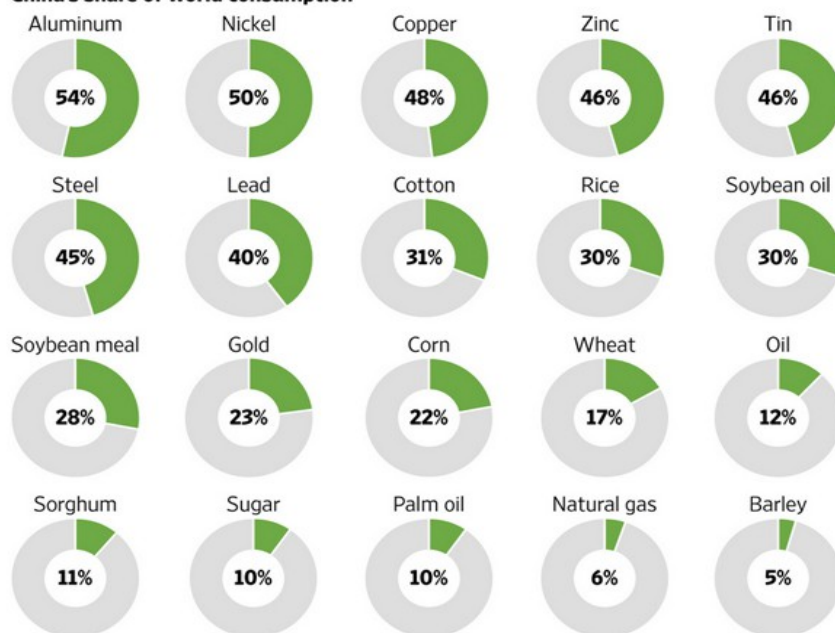
## La Chine, grand maître du marché des matières premières

Evidemment, une telle mise en relation ne repose pas que sur du vent. Un graphique que j'ai déniché sur le site du *Wall Street Journal* permet de parfaitement saisir le poids de l'empire du Milieu sur les *commodities*. Il représente la part de la Chine dans la consommation mondiale de différentes matières premières.

### Giant Appetite

The main customer for a range of commodities is China, which will continue to wield enormous influence even as slowing economic growth cuts into its demand.

#### China's share of world consumption



Sources: World Bureau of Metal Statistics (first six months of 2015 for refined metals, slab zinc); World Gold Council (2014 for gold); BP Statistical Review of World Energy 2015 (2014 for oil, natural gas); Metalytics via Morgan Stanley (2015 estimate for finished steel); U.S. Department of Agriculture (2013-14 season for others)

THE WALL STREET JOURNAL.

La Chine représente donc 54% de la consommation mondiale d'aluminium, 50% de celle de nickel, 30% de celle de riz, 23% de l'or ou 46% du zinc. Forcément, si la demande chinoise recule, cela sera une catastrophe pour les matières premières.

Oui, mais voilà, ce qu'oublient les marchés, et la plupart des commentateurs, c'est que pour l'instant du moins, la demande chinoise ne faiblit pas. Au contraire, et c'est ce que nous verrons dès demain !

- See more at: [http://quotidienne-agera.fr/2015/09/02/chine-matieres-premieres-](http://quotidienne-agera.fr/2015/09/02/chine-matieres-premieres-petrole/#sthash.aZsnXOIW.dpuf)

## [Rejetez la faute sur la Fed, pas sur la Chine](#)



**Ron Paul**  
**Daily Paul**

**Publié le 02 septembre 2015**

Suite au renversement historique des marchés boursiers survenu lundi, de nombreux politiciens et supposés experts économiques ont pris la parole pour nous expliquer pourquoi le marché s'est effondré et tenter d'apporter des solutions à nos troubles économiques. Sans surprise, leurs commentaires ont non-seulement manqué de nous apporter les bonnes réponses, ils sont aussi passé à côté des bonnes questions.

Beaucoup ont accusé la récente dévaluation de la devise chinoise. Il est vrai que l'effondrement boursier ait été généré par de mauvaises politiques monétaires. En revanche, la faute ne revient pas à la banque centrale chinoise, mais à la Réserve fédérale. Les politiques inflationnistes de la Réserve fédérale distordent l'économie et font apparaître des bulles qui à leur tour génèrent une croissance des marchés boursiers et une illusion de prospérité. Inévitablement, ces bulles éclatent, les marchés s'effondrent, et l'économie plonge dans une récession.

De plus en plus de politiciens acceptent les fautes de notre système monétaire. Malheureusement, certains membres du Congrès pensent que la solution est de forcer la Fed à respecter des règles monétaires préétablies. Imposer des règles à la Fed ne change rien au fait qu'accorder à une banque centrale le pouvoir de déterminer les taux d'intérêt est la clé du chaos économique. Les taux d'intérêt représentent le prix de la monnaie et, comme tous les prix, ils devraient être déterminés par le marché, pas par une banque centrale, et encore moins par le Congrès.

Plutôt que d'essayer de « réparer » la Réserve fédérale, le Congrès devrait commencer à restaurer le système monétaire de marché libre. La première étape sera d'organiser un audit privé de la Fed afin que nous puissions enfin savoir la vérité quant à cette institution. Le Congrès devra également s'assurer à ce que les individus puissent utiliser une devise alternative, libérée de toute contrainte



gouvernementale.

Quand les bulles éclateront et que s'installera la récession, le Congrès et la Réserve fédérale devront éviter par tous les moyens de « stimuler » l'économie par le biais des dépenses, des refinancements d'entreprises et de l'inflation. L'économie ne pourra se relever que si le Congrès et la Fed permettent à la récession de suivre son cours.

Bien évidemment, le Congrès et la Fed ne se contenteront pas de rester les bras croisés devant le délabrement de l'économie. L'effondrement de la semaine dernière a déjà été utilisé comme excuse pour reporter une fois le plus la hausse des taux. La hausse des dépenses et la création monétaire peuvent bien stimuler temporairement l'économie, elles nous mèneront finalement vers l'effondrement de la valeur du dollar et une crise économique plus sévère encore que la Grande dépression.

Bien que la mode soit à la critique de la Chine, ce sont les achats de bons du Trésor américains par la Chine qui nous ont permis de repousser l'heure de vérité. La raison principale pour laquelle des pays comme la Chine nous aident à financer notre dette est le statut de devise internationale du dollar. Il est toutefois possible que les inquiétudes face à l'irresponsabilité fiscale des Etats-Unis et le ressentiment né de nos politiques étrangères favorisent le remplacement du dollar par une ou plusieurs autres devises. Si cela venait à se produire, les Etats-Unis traverseraient une crise majeure.

Le Congrès n'adoptera pas de politiques économiques sensibles, à moins que le peuple le lui demande ; Malheureusement, bien qu'un nombre accru d'Américains embrassent aujourd'hui l'économie autrichienne, beaucoup croient encore qu'il est nécessaire de sacrifier des libertés individuelles pour obtenir une sécurité économique et personnelle. C'est pourquoi beaucoup embrassent un capitalisme de copinage reposant sur le protectionnisme, le nationalisme et l'autoritarisme.

Les Etats-Unis finiront par abandonner l'Etat-guerrier, l'Etat-providence et le système monétaire fiduciaire. Espérons que ce changement se produira parce que la liberté aura triomphé, et non parce qu'une crise économique majeure ne nous aura pas laissé d'autre choix.

## [Rejetez la faute sur la Fed, pas sur la Chine](#)



**Ron Paul**  
**Daily Paul**

Publié le 02 septembre 2015

Suite au renversement historique des marchés boursiers survenu lundi, de nombreux politiciens et supposés experts économiques ont pris la parole pour

nous expliquer pourquoi le marché s'est effondré et tenter d'apporter des solutions à nos troubles économiques. Sans surprise, leurs commentaires ont non-seulement manqué de nous apporter les bonnes réponses, ils sont aussi passé à côté des bonnes questions.

Beaucoup ont accusé la récente dévaluation de la devise chinoise. Il est vrai que l'effondrement boursier ait été généré par de mauvaises politiques monétaires. En revanche, la faute ne revient pas à la banque centrale chinoise, mais à la Réserve fédérale. Les politiques inflationnistes de la Réserve fédérale distordent l'économie et font apparaître des bulles qui à leur tour génèrent une croissance des marchés boursiers et une illusion de prospérité. Inévitablement, ces bulles éclatent, les marchés s'effondrent, et l'économie plonge dans une récession.

De plus en plus de politiciens acceptent les fautes de notre système monétaire. Malheureusement, certains membres du Congrès pensent que la solution est de forcer la Fed à respecter des règles monétaires préétablies. Imposer des règles à la Fed ne change rien au fait qu'accorder à une banque centrale le pouvoir de déterminer les taux d'intérêt est la clé du chaos économique. Les taux d'intérêt représentent le prix de la monnaie et, comme tous les prix, ils devraient être déterminés par le marché, pas par une banque centrale, et encore moins par le Congrès.

Plutôt que d'essayer de « réparer » la Réserve fédérale, le Congrès devrait commencer à restaurer le système monétaire de marché libre. La première étape sera d'organiser un audit privé de la Fed afin que nous puissions enfin savoir la vérité quant à cette institution. Le Congrès devra également s'assurer à ce que les individus puissent utiliser une devise alternative, libérée de toute contrainte gouvernementale.

Quand les bulles éclateront et que s'installera la récession, le Congrès et la Réserve fédérale devront éviter par tous les moyens de « stimuler » l'économie par le biais des dépenses, des refinancements d'entreprises et de l'inflation. L'économie ne pourra se relever que si le Congrès et la Fed permettent à la récession de suivre son cours.

Bien évidemment, le Congrès et la Fed ne se contenteront pas de rester les bras croisés devant le délabrement de l'économie. L'effondrement de la semaine dernière a déjà été utilisé comme excuse pour reporter une fois le plus la hausse des taux. La hausse des dépenses et la création monétaire peuvent bien stimuler temporairement l'économie, elles nous mèneront finalement vers l'effondrement de la valeur du dollar et une crise économique plus sévère encore que la Grande dépression.

Bien que la mode soit à la critique de la Chine, ce sont les achats de bons du Trésor américains par la Chine qui nous ont permis de repousser l'heure de vérité. La raison principale pour laquelle des pays comme la Chine nous aident

à financer notre dette est le statut de devise internationale du dollar. Il est toutefois possible que les inquiétudes face à l'irresponsabilité fiscale des Etats-Unis et le ressentiment né de nos politiques étrangères favorisent le remplacement du dollar par une ou plusieurs autres devises. Si cela venait à se produire, les Etats-Unis traverseraient une crise majeure.

Le Congrès n'adoptera pas de politiques économiques sensibles, à moins que le peuple le lui demande ; Malheureusement, bien qu'un nombre accru d'Américains embrassent aujourd'hui l'économie autrichienne, beaucoup croient encore qu'il est nécessaire de sacrifier des libertés individuelles pour obtenir une sécurité économique et personnelle. C'est pourquoi beaucoup embrassent un capitalisme de copinage reposant sur le protectionnisme, le nationalisme et l'autoritarisme.

Les Etats-Unis finiront par abandonner l'Etat-guerrier, l'Etat-providence et le système monétaire fiduciaire. Espérons que ce changement se produira parce que la liberté aura triomphé, et non parce qu'une crise économique majeure ne nous aura pas laissé d'autre choix.

## **Un ralentissement mondial risque d'affaiblir encore l'inflation aux États-Unis**

**BusinessBourse et LaPresse.ca Le 02 sept 2015**

**Un ralentissement des économies à l'étranger risque d'affaiblir les perspectives d'inflation aux États-Unis, a estimé mardi un responsable de la Réserve fédérale qui croit que la hausse à venir des taux d'intérêt sera beaucoup plus graduelle que lors des cycles précédents.**

Pour le président de l'antenne régionale de la Fed de Boston, Eric Rosengren, les prévisions de la Fed en matière d'inflation vont devoir tenir compte d'une économie mondiale «plus faible» suggérée par «le ralentissement des économies étrangères, la volatilité des actions boursières et la chute des prix des matières premières».

«Des indications d'une économie mondiale beaucoup plus faible pourraient accroître les incertitudes des prévisions de croissance et d'inflation», a affirmé ce responsable qui sera un membre votant du Comité de politique monétaire (FOMC) l'année prochaine.

Il s'attend d'ailleurs à ce que l'inflation baisse encore «de façon temporaire dans les mois qui viennent», vu les nouveaux reculs des prix de l'énergie et des matières premières. Sans compter que «les salaires ne montrent guère de signe d'augmentation», ajoute-t-il.

L'évolution des prix se situe actuellement, selon l'indice PCE, baromètre favori

de la Fed, à 0,3% sur un an et à 1,2%, si l'on exclut les prix de l'énergie et de l'alimentation. La Fed a un objectif de 2% d'inflation à moyen terme qu'elle estime sain pour l'économie.

Dans un discours prononcé à New York devant le Club des prévisionnistes, M. Rosengren a examiné l'histoire des cycles récents de hausse des taux d'intérêt en 1994 et 2004 pour déterminer que la normalisation qu'espère lancer bientôt la banque centrale américaine cette fois-ci sera bien «plus graduelle».

Il a observé d'abord que la croissance du PIB des États-Unis était bien plus faible à 2,7% sur les quatre derniers trimestres qu'en 1994 (3,4%) quand la Fed a décidé de commencer à resserrer le crédit et qu'en 2004 (4,2%) lorsqu'elle a entamé la première de ses huit hausses d'un quart de point des taux d'intérêt.

L'inflation aussi est bien plus basse aujourd'hui à 1,2% (sans les prix de l'énergie et l'alimentation) alors qu'elle tournait déjà autour de 2% en 1994 comme en 2004.

Seul le taux de chômage est plus bas aujourd'hui (5,3%) qu'il ne l'était en 1994 (6,6%) ou 2004 (5,6%).

Mais M. Rosengren remarque que, selon un autre indicateur du marché de l'emploi qui tient compte des travailleurs à temps partiel (appelé U6), les performances actuelles du marché du travail sont moins roses qu'il n'y paraît. Le taux de chômeurs et de travailleurs à temps partiel ou occasionnels est ainsi actuellement de 10,7% contre 9,6% en 2004.

Dans ces conditions, ce futur membre votant du FOMC assure que le prochain cycle de hausse des taux, que la Fed espère entamer dès cette année, «sera plus graduel et s'arrêtera à un plus bas niveau».

En 1994, la Fed avait finalement haussé les taux de 250 points de base et de 200 points en 2004.

Actuellement, les taux d'intérêt sur les fonds fédéraux que commande la Fed sont entre 0 et 0,25% (25 points de base) depuis fin 2008.

Source: [affaires.lapresse.ca](http://affaires.lapresse.ca)

## **L'activité industrielle de la Chine au plus bas depuis trois ans**

BusinessBourse et LesEchos Le 02 sept 2015



**L'activité manufacturière s'est contractée pour le sixième mois consécutif. L'Etat prépare un nouveau train de mesures de soutien à l'économie.**

Brutal ou en douceur, une chose est sûre : le ralentissement économique en Chine se confirme mois après mois. Dernière manifestation en date, la publication ce mardi matin par le bureau national des statistiques de l'indice PMI manufacturier pour août : à 49,7, il ressort en deçà de 50, ce qui dénote une contraction de l'activité, tel que mesuré à partir des carnets de commandes des entreprises notamment. Mais surtout c'est son plus bas niveau en trois ans !

Une variante de l'indice, calculée par le cabinet Markit, est encore plus sombre, puisqu'elle ressort à 47,3 pour le mois écoulé. C'est, indique le site chinois d'information financière Caixin qui la publie, le sixième mois d'affilée que la barre des 50 est franchie à la baisse.

Les services s'en sont tirés un peu mieux – à 51,1 – mais montrent un fléchissement par rapport à juillet. Résultat, quand on additionne le tout, il en ressort bien que l'économie chinoise ne progresse plus. Les données montrent que « l'expansion des activités de services n'a pas été suffisante pour effacer la baisse de celles de l'industrie », a commenté Dr. He Fan, chef économiste chez Caixin Insight Group, cité par le site. En cause notamment, les turbulences boursières de ces dernières semaines qui ont affecté le monde de la finance.

**Impact sur l'emploi**

L'emploi s'en ressent évidemment, à l'image de Hanergy, un spécialiste du solaire, qui va supprimer 2.000 postes, après avoir enregistré une baisse d'un tiers de son chiffre d'affaires semestriel et publié sa première perte depuis son introduction à Hong-Kong il y a trois ans.

Autre indicateur éclairant, le secteur des équipements lourds de construction est englué dans de douloureuses surcapacités. L'année dernière par exemple, selon Reuters, les industriels concernés ont produit 420.000 pelleteuses, plus de 2,5 fois le nombre d'unités écoulées. Les ventes de machines de construction ont totalisé 17 milliards de dollars, moins de la moitié de celles de 2011, et sont

attendues à... 13 milliards cette année, prévoit le cabinet du consultant Off-Highway Research.

Dans ce contexte, l'effet de la dernière salve de mesures prises par Pékin, et notamment la cinquième baisse des taux depuis novembre, sera crucial pour le pouvoir, qui s'accroche à l'objectif d'une croissance de 7 % cette année. Décidé à éviter un effondrement de la Bourse, l'Etat chinois continuerait ses mesures de soutien indirectes, via des achats massifs d'actions que Goldman Sachs évalue à au moins 1.000 milliards de yuans (140 milliards d'euros).

Faisant feu de tout bois, les autorités ont annoncé, mardi, assouplir leurs exigences en matière d'investissements dans les actifs fixes, notamment en abaissant les ratios minimaux de fonds propres, selon le gouvernement. Pékin a également annoncé la création d'un fonds de soutien aux petites et moyennes entreprises doté de 60 milliards de yuans (8,38 milliards d'euros). En outre, le ratio de fonds propres exigé pour les aéroports, les ports et le transport côtier et fluvial va être ramené de 30% à 25%.

Source: [lesechos](#)

## [On parle déjà de nouvelles largesses de la BCE!](#)

**Bruno Bertez 2 septembre 2015**

Le chantage bat son plein, les autorités sont ... sans autorité; elles pensent déjà à donner aux marchés ce qu'ils réclament.

Cela ne veut pas dire que nous pensons que ce n'est pas nécessaire, non, nous considérons qu'il y a peu d'autre issue. Simplement nous voulons souligner que la voie choisie est vraiment une fuite en avant. Les pseudo autorités sont dans un « corner ». Nous l'avons encore redit ces derniers jours en évoquant l'échec total sur l'objectif avoué: la stimulation de l'inflation.

### **Markets see rising chance of further ECB action this year**

The **Wall Street Journal** reports that an increasing number of investors and analysts are expecting the ECB to ease monetary policy further this year due to concerns over low inflation and low growth as well as a potential negative shock from an economic slowdown in China.

However, no action is expected at today's meeting.

Source: The Wall Street Journal

## [Jacques Sapir : l'Italie est dans une situation bien plus inquiétante que la Grèce](#)

**BusinessBourse Le 02 sept 2015**

**Jacques Sapir s'est dit très inquiet au sujet de l'Italie dont le sujet**

**économique pourrait se combiner avec un sujet politique !**



<https://youtu.be/PJ4bSjhQf1M>

## **Etre un économiste...**

**Posté le 1 septembre 2015 par Bruno colmant**

L'économie ressemble à ces terres calmes sur lesquelles les saisons posent leur rythme. Rien ne souille les immuables cycles de la nature. Le temps se dérobe par fines couches qu'aucun sentiment d'attente ne saurait abîmer.

Et pourtant, depuis le fonds des âges et aux entrailles de la terre, des forces titanesques se déchaînent furieusement. Les hommes et les éléments se battent dans une lutte fanatique. Alors, parfois, telle une fine lame qui libère ces boursoufflures sulfureuses, la terre éclate de ses orages. Elle rejette des déferlantes de combats. De gigantesques torrents de lave se déversent, emplis de la colère de l'histoire de l'humanité, trop longtemps contenue.

L'homme se bat contre lui-même. Celui qui a travaillé essaie d'échapper à son successeur. Il a inventé la monnaie pour accumuler son travail, mais des forces renouvelées refusent cette oppression.

C'est la révolution ou la dévaluation.

Toute la rage des humains et de la monnaie enchaînés hurle dans des bouillonnements qui détruisent tout avant de modeler de nouveaux mondes arides.

**Tous les penseurs de l'économie sont là, tels de lugubres fantômes unis par les mêmes inquiétudes.**

**Ils savent que le monde peut, à tout moment, basculer.**

Les crises sont de brûlants naufrages.

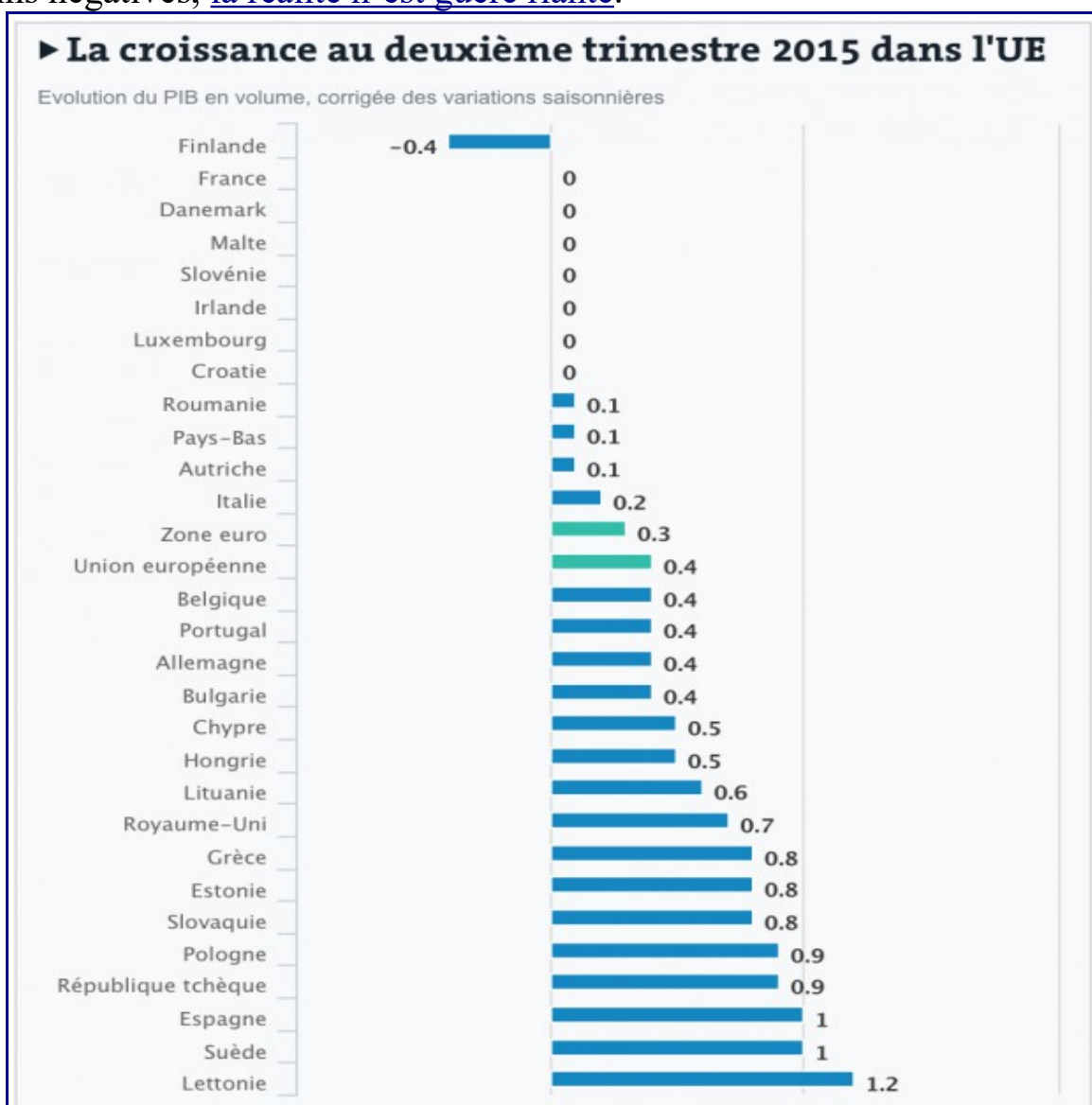
De cette lave bouillante, l'économiste retire des morceaux déjà durcis dans ces scories de chiffres, de cours boursiers et de valeurs changeantes de manière gyroscopique.

Etre un économiste, c'est arrêter le temps. C'est prendre le temps de la réflexion, du recul. C'est se mettre en retrait des cavalcades. C'est surtout apprendre la sagesse dans l'écoute. C'est quitter la mathématique pour entrer dans les territoires indécis de l'anthropologie, de la sociologie, de la psychologie des foules. C'est s'extraire de la fluence des hommes. C'est aussi, surtout, façonner le partage d'une intuition qui est offerte à la critique.

## [Avis de reprise illusoire en Europe du Sud](#)

par [Laurent Herblay \(son site\)](#) mardi 1er septembre 2015 , Agoravox

Au second trimestre, [la croissance des pays d'Europe du Sud a été globalement supérieure à la moyenne de la zone euro](#), comme la France. Certains y verront une forme de réussite des plans européens. Mais, sous les statistiques un peu moins négatives, [la réalité n'est guère riante](#).



**Reprise purement conjoncturelle**

[Les statistiques du second trimestre](#) sont assez impressionnantes. L'Espagne a



enregistré une croissance d'1%, le Portugal de 0,4%. Plus étonnant encore, le PIB de la Grèce a progressé de 0,8% malgré le contexte de négociation entre le gouvernement Tsipras et les créanciers du pays, alors que la zone euro n'a cru que de 0,3%, l'Allemagne de 0,4%, et la France de 0. Pour les analystes, « la forte poussée du PIB au deuxième trimestre s'est appuyée sur de bonnes ventes de détail et sur le début solide de la saison touristique ». Tout ceci devrait permettre au pays de faire mieux que les dernières prévisions de croissance pour l'ensemble de l'année 2015. Il faut dire que le contexte géopolitique troublé en Afrique du Nord et au Moyen-Orient pousse les touristes amateurs de la Méditerranée en Europe du Sud.

Ce faisant, il faut bien comprendre ici que le regain de croissance est largement conjoncturel et mécanique. Car outre le tourisme, la conjoncture des pays d'Europe du Sud est aussi aidée par de puissants courants porteurs : la baisse du prix du pétrole qu'ils importent, la baisse des taux d'intérêt, qui réduit la facture de la dette (et par ricochet, allège la pression austéritaire), et enfin, la baisse de l'euro, qui leur profite davantage qu'à l'Allemagne du fait de leur spécialisation économique. En outre, comme après toute crise économique, on peut aussi conclure qu'il y a un rebond mécanique, facilité par les vents plus porteurs de la conjoncture, la violence de la crise finissant par semer les graines de la reprise, comme on peut le lire dans les ventes d'automobile en Espagne, après l'effondrement du passé.

### **Mais une reprise totalement illusoire**

Outre le caractère conjoncturel de circonstances moins mauvaises, relativisant les meilleurs chiffres de la croissance, de nombreux papiers soulignent les limites de cette reprise. Dans un papier détaillé, Romaric Godin dépeint la situation au Portugal : un pouvoir d'achat qui a décroché par rapport à la moyenne de l'UE, une dette publique passée de 83 à 130% du PIB de 2009 à 2014, notant que 4,8% du PIB part au service de la dette chaque année, une dette privée colossale, une baisse limitée du chômage, par la création d'emplois temporaires à 89%, et le maintien d'une politique d'austérité destructrice. En Grèce, comment croire que 86 milliards de dettes de plus pourrait résoudre la crise, d'autant plus qu'Athènes doit réaliser un nouveau tour de vis budgétaire de près de 4% du PIB d'ici à 2018.

## ¡Ándale! ¡Arriba!

Spain's:



Sources: Haver Analytics; INE

Economist.com

Mais la situation Espagnole n'est pas plus riante. Dans ce laboratoire des potions néolibérales, le SMIC et les allocations ont baissé, mais le taux de l'impôt sur les sociétés est passé de 30 à 28% (et 25% en 2016). Bien sûr, le taux de chômage est passé de 26,3 à 22,5%, mais même The Economist, souligne que la reprise est le fruit d'une baisse des salaires, que le PIB n'a toujours pas retrouvé son pic de 2008, que le chômage est encore très élevé et que les ressorts de cette reprise reposent pour beaucoup sur une consommation à crédit... Natixis parle aussi de « rattrapage après la violente récession de 2009 ». En outre, on peut ajouter que cette course au moins-coûtant en Europe est totalement suicidaire. Où l'on constate in vivo la logique profondément déflationniste de la monnaie unique.

Bref, la légère reprise des pays d'Europe du Sud n'est en aucun cas un signe de

succès des politiques qui sont menées depuis cinq ans. Les vents légèrement plus porteurs de la conjoncture permettent de panser quelques plaies, mais un mal plus profond persiste.

## Le krach de crédibilité du consensus de Beijing

Par Fabio Rafael Fiallo. Publié le 1 septembre 2015 Contrepoints

La crédibilité du modèle économique chinois a du plomb dans l'aile.



À l'orée du siècle présent, un nouveau credo économique suscitait l'enthousiasme et la sympathie de nombreux mouvements politiques auto-dénommés « progressistes » et autres faiseurs d'opinion. Il se prétendait une alternative sérieuse aux politiques dites néolibérales, lesquelles avaient pignon sur rue après l'effondrement du modèle soviétique et misaient sur les forces du marché – par opposition au dirigisme d'État – en tant que moteur idoine de croissance et de prospérité.

Le nouveau credo s'inspirait de la formidable expansion économique enregistrée dans la Chine d'après-Mao, où, sous l'égide de Deng Xiaoping, le Parti communiste avait instauré un « socialisme de marché » qui, tout en permettant la liberté d'entreprendre (contrairement à l'époque maoïste), accordait à l'État le rôle de guide et un droit d'ingérence pratiquement illimité dans le domaine économique.

D'après les admirateurs du nouveau modèle chinois, le développement économique dans les pays émergents serait mieux assuré par un régime fort, autoritaire, qui subordonnerait les forces du marché aux directives du pouvoir central. Toujours selon cet argumentaire, l'indépendance des pouvoirs, le débat contradictoire et le jeu de l'alternance – en un mot les piliers d'une démocratie véritable – ne seraient que des valeurs « occidentales » inappropriées aux conditions et aux besoins des pays émergents.

Ayant le cas chinois comme cadre de référence, la nouvelle doctrine reçut le nom de « Consensus de Beijing » – et ce, pour mieux se démarquer des politiques « néolibérales » qui, elles, formaient l'ossature économique du soi-

disant « Consensus de Washington », appelé ainsi du fait que ces politiques avaient été promues par le Fonds monétaire international, dont le siège se trouve dans la capitale américaine, ainsi que par le département du Trésor des États-Unis.

Inutile de dire que le Consensus de Beijing trouva grâce aux yeux de gouvernants prêts à utiliser la manière forte pour garder les rênes du pouvoir. Il produisit vite des émules en Amérique latine, en premier lieu dans le Venezuela d'Hugo Chávez, ainsi que dans la Russie de Vladimir Poutine.

Comme ces deux pays tirent en grande partie leurs recettes de devises de l'exportation de produits de base (pétrole, gaz naturel), les régimes en place profitèrent du spectaculaire boom des matières premières qui vient récemment de s'achever.

Or, le dirigisme économique inhérent au Consensus de Beijing ne fit rien pour mettre la formidable hausse des revenus des exportations au profit de la diversification et de la modernisation de l'économie de ces pays. Une telle hausse servit essentiellement à accroître les dépenses publiques pour financer des programmes sociaux teintés de clientélisme et de démagogie et, non moins important, à créer des réseaux d'influence grâce auxquels put prospérer la corruption.

De même qu'en Chine les entreprises publiques se devaient de se soumettre aux directives du gouvernement, ainsi les entreprises qui au Venezuela et en Russie gèrent la production et l'exportation de leurs principales ressources naturelles (PDVSA, Rosneft) se voyaient contraintes de transférer une bonne partie de leurs revenus à leurs gouvernements – au détriment de la modernisation et de l'expansion de la capacité de production de ces entreprises.

Toujours est-il que, une fois fini le boom des matières premières, le Venezuela et la Russie voient leur modèle économique se fissurer et la croissance s'essouffler, voire prendre des valeurs négatives.

La situation a acquis des magnitudes catastrophiques au Venezuela, où la pénurie des biens de consommation essentielle et l'hyperinflation ont mené à une crise sociale sans précédent. Le pays est entré en récession en 2014, [laquelle dépasserait le 7% en 2015.](#) Les progrès réalisés dans les premières années du chavisme en matière de lutte contre la pauvreté se sont vus réduits à néant : le pourcentage des foyers pauvres aurait atteint 48,4% en 2014, contre 44% en 1998, [année de l'arrivée de Chávez au pouvoir.](#)

En Amérique latine, des pays qui misent sur les effets bénéfiques des forces du marché sont ceux qui enregistrent les taux de croissance les plus élevés dans la région : la Colombie, le Pérou, l'Uruguay (en dépit du discours populiste de l'ancien président José Mujica) et, premier entre tous, [le Chili.](#)

Quant à la Russie de Vladimir Poutine, c'est un « capitalisme de copinage » peu productif, et étroitement lié au pouvoir, qui s'y est instauré. Le tissu industriel et le secteur des services ne parviennent pas à se développer et moins encore à devenir compétitifs sur le plan international. D'où la vulnérabilité de l'économie russe, qui se trouve aujourd'hui en récession.

L'effritement du Consensus de Beijing n'aurait pas été complet sans les déboires actuels de l'économie qui l'avait inspiré, c'est-à-dire celle de la Chine.

L'interventionnisme d'État y a développé et protégé des entreprises inefficaces, se trouvant dans certains cas au bord de la faillite, et poussé les banques à leur octroyer des prêts difficilement recouvrables. Cet interventionnisme a eu pour effet d'affaiblir les institutions financières et d'empêcher la « destruction créatrice » des entreprises – c'est-à-dire l'élimination, par le jeu du marché, d'entreprises non performantes au profit de firmes plus productives.

Des chercheurs chinois ont chiffré les investissements improductifs, non rentables, à 6,8 trillions de dollars depuis 2009, représentant certaines années (en 2009 et 2013) presque la moitié du total des investissements du pays.

En octobre de l'année passée, l'hebdomadaire *The Economist* mettait en doute la soutenabilité de la croissance chinoise du fait que celle-ci n'était pas étayée par des gains de productivité significatifs. De tels gains ont en effet été si exigus qu'ils n'arrivent guère à préserver la compétitivité des exportations chinoises face à la concurrence d'autres pays émergents, où la main d'œuvre est meilleure marché qu'en Chine.

Afin de booster la demande interne et ainsi parer au ralentissement des exportations, l'État s'est mis à injecter des liquidités à un rythme hallucinant : la masse monétaire en Chine est passée de 7 trillions de dollars en 2008 à 20 trillions à la fin de 2014, une augmentation plus forte que dans tous les autres pays dans leur ensemble. Or, l'expansion de la masse monétaire aura servi à doper les marchés boursiers plutôt qu'à accroître la demande interne.

Soutenue artificiellement par le gouvernement, la capitalisation boursière avait doublé entre juin 2014 et juin 2015. Tout naturellement, la bulle financière n'attendait qu'à éclater. D'où la chute de la bourse depuis le mois de juin.

Le gouvernement chinois a essayé alors d'enrayer une telle chute par tous les moyens imaginables : interdisant les ventes d'actions à découvert, restreignant les introductions en bourse, poussant les banques à prêter aux investisseurs et aux entreprises en difficulté, criminalisant la spéculation et, dernier mais non le moindre, dépensant 200 milliards de dollars dans le rachat d'actions. En vain.

Avec les revers subis par les politiques mises en place, les technocrates chinois ont perdu beaucoup de l'aura de compétence dont on les avait entourés. Et pourtant, à vrai dire, le problème ne se trouve pas dans une question de

compétence, mais dans l'incapacité intrinsèque de tout modèle économique basé sur le dirigisme d'État à faire mieux que les forces du marché dans l'allocation des ressources et des investissements.

Un krach financier est somme toute un phénomène surmontable. Après avoir touché le fond, les bourses peuvent reprendre l'ascenseur. **[mais pas cette fois-ci : c'est la fin des disponibilités croissantes des ressources.]**

Ce qui, en revanche, s'avère irrattrapable une fois perdue, c'est la crédibilité d'un modèle économique. Et c'est justement cela, un krach de crédibilité, qu'a subi irrévocablement le Consensus de Beijing.

## Élections 2015 — Économie, le Canada au fond du baril

Par Karel Mayrand, Le 18 août 2015 | <http://www.davidsuzuki.org/>



La campagne électorale fédérale se déroule alors que les nuages s'amoncellent sur l'économie canadienne. Suite à l'effondrement des cours du pétrole, l'économie canadienne a enregistré cinq mois consécutifs de décroissance. Si ce recul se prolonge un mois de plus, le Canada se retrouvera le seul pays du G8 à être en récession. Cette situation met en relief la vulnérabilité de notre économie et l'échec de la stratégie pétrolière déployée depuis 15 ans. La campagne électorale offre l'occasion de remettre en question notre modèle économique alors que le pays touche le fond du baril de pétrole.

Le [journaliste Andrew Nikiforuk](#), a qualifié l'effondrement de l'économie pétrolière canadienne de gigantesque déraillement de train au ralenti. Dans [une entrevue au magazine Macleans](#), un courtier de Wall-Street a décrit l'économie canadienne en ces termes : « vous avez une économie de ressources naturelles qui vient d'éclater au-dessus d'une bulle immobilière. C'est un mélange toxique. » La [Deutsche Bank](#) soutient d'ailleurs que le marché immobilier canadien est surévalué de 63 %. Le ralentissement de l'économie et la baisse des salaires risquent de faire éclater cette bulle immobilière alors que "le ménage canadien moyen est endetté de 163,3

" : <http://affaires.lapresse.ca/economie/canada/201503/12/01-4851609->

lendettement-des-menages-canadiens-atteint-un-nouveau-sommet.php. En d'autres termes, la bulle pétrolière qui vient d'éclater a nourri une bulle immobilière qui risque elle aussi d'éclater à tout moment.

Mais les problèmes de l'économie canadienne ne s'arrêtent pas là. Selon [Bank of America Merrill Lynch](#) le Canada souffre du mal hollandais : la bulle pétrolière a fait augmenter la valeur du dollar canadien, rendant nos produits manufacturiers plus chers et moins compétitifs sur les marchés internationaux. Il s'est ainsi perdu [391 000 emplois manufacturiers](#) au pays depuis 2006. Ces emplois ont été remplacés par des emplois dans le secteur de la construction, aujourd'hui menacés par le risque d'éclatement de la bulle immobilière.

L'effondrement du secteur manufacturier est manifeste au Canada. Depuis plus d'une décennie, le Canada s'est cantonné dans le rôle de fournisseur de ressources naturelles et de services. L'économie canadienne est aujourd'hui moins diversifiée et moins résiliente que par le passé. Elle est surtout vulnérable aux fluctuations du prix des matières premières. Alors que l'économie chinoise montre des signes d'essoufflement, la demande de matières premières diminue. Depuis le début de l'année, le Canada a cumulé un [déficit commercial de 13,6 milliards \\$](#).

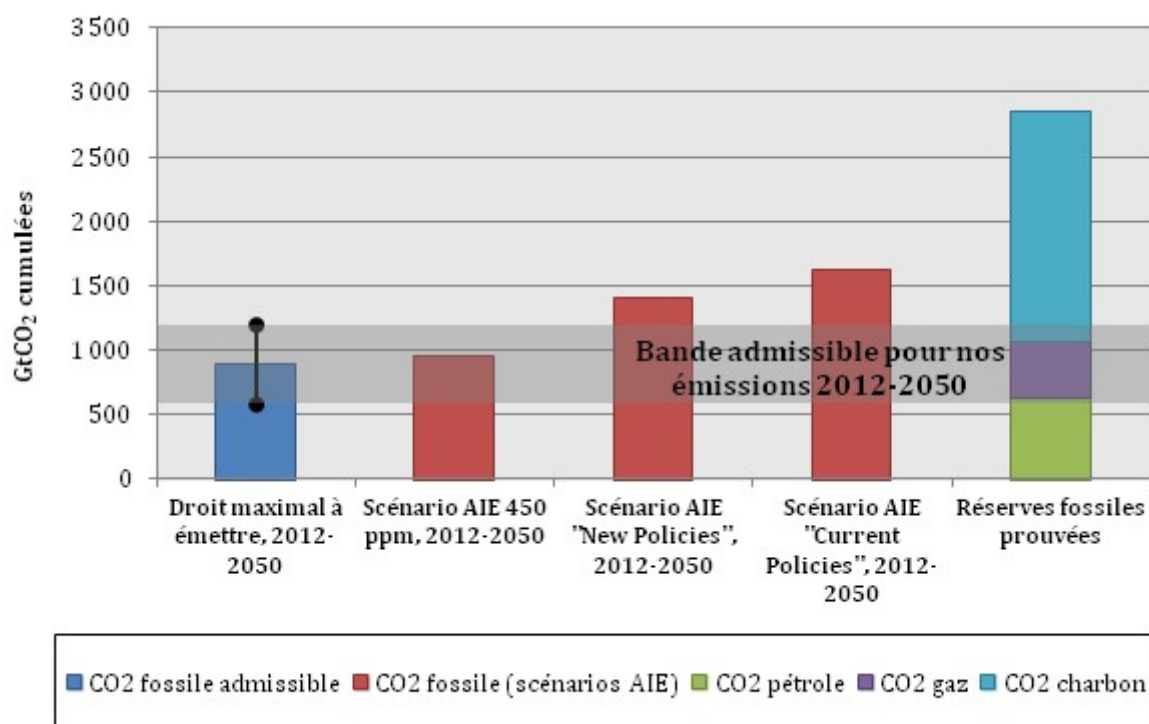
Rien ne semble vouloir faire remonter les cours du pétrole à court terme : [selon Goldman Sachs](#), le prix du baril de pétrole devrait se maintenir autour de 55 \$ pour les cinq prochaines années en raison d'une demande plus faible et de l'augmentation de la production, notamment aux États-Unis. Dans ce contexte, le pétrole des sables bitumineux qui a les coûts de production parmi les plus élevés au monde n'est plus concurrentiel. Il n'est donc pas étonnant que près de [60 milliards \\$ d'investissements aient été reportés dans les sables bitumineux](#), soit 30 de tous les investissements pétroliers reportés dans le monde pour les trois prochaines années. [Une analyse de la firme Wood Mackenzie](#) soutient que les investissements dans les sables bitumineux pourraient diminuer des deux tiers au cours des prochaines années. Les actions des projets des sables bitumineux de l'Alberta se sont effondrées de 70 au cours des sept dernières années. Selon [l'ancien économiste en chef de la banque CIBC, Jeff Rubin](#), les oléoducs dont le gouvernement fédéral a tenté d'accélérer la construction n'ont tout simplement plus de raison d'être dans ce nouveau contexte économique. Les projets qui doivent les alimenter risquent simplement de ne pas voir le jour.

La stratégie pétrolière du Canada est un échec. Elle laisse le pays au seuil d'une récession, avec un secteur manufacturier qui n'est plus l'ombre de ce qu'il était, un déficit commercial record, des ménages surendettés et une bulle immobilière au bord de l'éclatement. Il est risqué de placer tous ces œufs dans le même panier comme nous l'avons fait depuis quinze ans. Notre pays est aujourd'hui à la merci des cycles de boom and bust qui caractérisent les économies trop

dépendantes des ressources naturelles. Le réveil est brutal : le Canada se retrouve aujourd'hui au fond du baril, sans stratégie économique alternative. Que faire maintenant? S'enfoncer encore plus dans le pétrole ou promouvoir une économie diversifiée, innovatrice et productive? C'est à cette question que la présente campagne devra répondre et il appartiendra aux électeurs de trancher.

## Les hydrocarbures non conventionnels au secours du climat

2 mai 2013 - Posté par **Alain Grandjean**



Le débat sur la transition énergétique est hanté par les hydrocarbures non-conventionnels (les gaz et huiles de schiste principalement). Ils seraient à la fois à l'origine d'une révolution énergétique et changeraient la donne climatique. A titre d'exemple, les émissions de CO2 américaines auraient baisser suite à leur exploitation (conduisant à une baisse de la consommation de charbon).

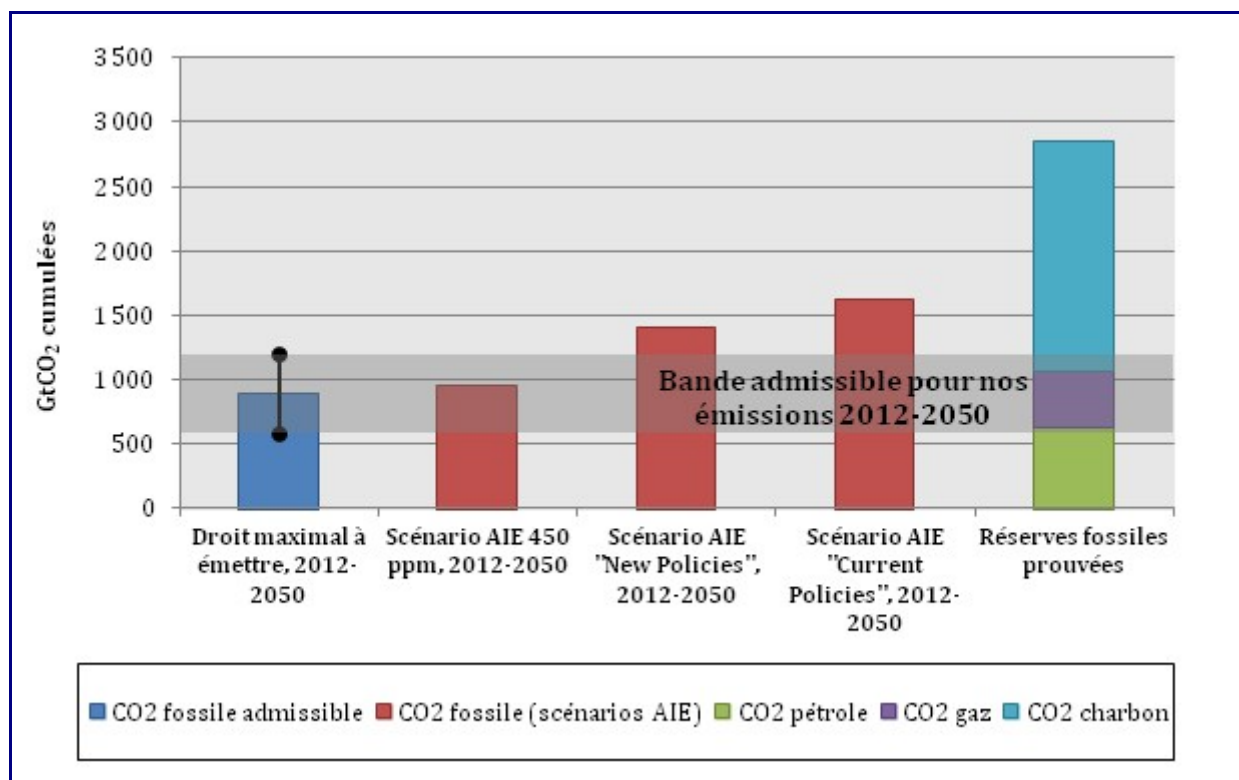
Une note récente du quai d'Orsay s'appuie sur cette « révolution » pour reléguer au rang de millénariste les tenants du peak oil[1]. Il y est dit également :

« Les politiques climatiques devront désormais être justifiées par leur mérite propre, sans le secours d'invocation de menaces tenant plus du millénarisme énergétique que d'une prospective raisonnée ».



Ce propos (l’adverbe désormais indiquant une novation) est très curieux car les hydrocarbures non conventionnels, en tant que tels, ne changent rien à la question climatique. Nous avons déjà insisté ici sur le fait que le climat ne sera pas sauvé par la pénurie des énergies fossiles. Voir <http://alaingrandjean.fr/2010/07/02/le-climat-sauve-par-la-penurie-des-energies-fossiles/>.

Reprenons la démonstration. En référence à plusieurs sources scientifiques récentes<sup>[2]</sup>, satisfaire à l’objectif des « 2°C » nous oblige à ne pas émettre plus de 600 à 1 200 GtCO<sub>2</sub> d’ici 2050, ces chiffres ne concernant que la combustion des énergies fossiles. Conservons l’ordre de grandeur de 1000 GtCO<sub>2</sub>, en se rappelant que l’humanité a émis du seul fait de la combustion des énergies fossiles un peu plus de 30 GtCO<sub>2</sub> en 2010 et que ses émissions sont toujours croissantes. Peut-elle jouer à ce jeu longtemps ? En réserves prouvées<sup>[3]</sup> restantes de pétrole, gaz et charbon, nous avons dans le monde un potentiel d’émissions de l’ordre de 2 900 GtCO<sub>2</sub> sous les pieds, dont plus de 1 000 GtCO<sub>2</sub> en « se contentant » seulement du pétrole et du gaz. Ces chiffres font en outre abstraction des réserves non prouvées, au rang desquels les pétroles et gaz non-conventionnels. Selon l’AIE, les réserves ultimes restantes de pétrole et de gaz, c’est-à-dire prouvées et non prouvées (mais techniquement extractibles), correspondraient à elles seules à des émissions supérieures à 4 000 GtCO<sub>2</sub>e. Celles de charbon à plus de 30 000 GtCO<sub>2</sub>e. La figure ci-dessous permet de mieux appréhender les ordres de grandeur en jeu, concernant les émissions « admissibles » (notre « droit à émettre ») et potentielles (à partir des réserves fossiles prouvées) et placent des scénarios d’émission réalisés par l’AIE.



Source : Carbone4[4]

L'exploitation et la consommation des hydrocarbures au niveau mondial doivent donc, dans tous les cas, et quelles que soient les perspectives des non conventionnels, être réduites[5] volontairement pour limiter la dérive climatique. Dit autrement, extraire plus de gaz non conventionnels de terre, c'est, contrairement à ce qu'affirment leurs défenseurs, contribuer à la dérive climatique sauf s'il est décidé de ne plus exploiter, d'autres énergies fossiles – issues de réserves prouvées.

C'est donc bien cette décision qui peut changer le cours des choses en matière climatique et non des découvertes d'énergies fossiles supplémentaires. La condition absolument nécessaire pour que les hydrocarbures non conventionnels contribuent positivement au problème climatique, c'est l'interdiction du recours au charbon, sans séquestration de CO<sub>2</sub>. Or c'est le contraire qui se passe. Le charbon (sans séquestration dans l'état actuel des choses) est la source d'énergie mondiale la plus en croissance. En Europe on assiste au retour du charbon, parce qu'il trouve moins de débouché aux USA, et surtout parce que l'effondrement du prix du CO<sub>2</sub> du marché ETS le rend moins coûteux que le gaz.

Plus que jamais donc il faut réaffirmer que la lutte contre le changement climatique passe par une décision de limiter volontairement notre consommation d'énergie fossile. Cette réduction passe par des réglementations drastiques (par exemple la limitation de la quantité de CO<sub>2</sub> émise par kWh) et/ou par des dispositifs comme la taxe carbone ou un marché de CO<sub>2</sub> qui fonctionne...Et par une réduction de notre consommation d'énergie, indépendamment de sa source.

Ces enjeux sont plus que jamais à remettre sur la table, notamment en Europe à un moment où elle semble entrer en agonie !

### **A qui le crime profite ?**

La lutte contre le changement climatique n'est pas de l'intérêt de tous. Pas de celui de l'industrie fossile (et les pays producteurs, propriétaires des gisements). Bill Mackibben rappelle dans l'article cité, que leurs réserves (qui correspondent aux 2900 GTCO<sub>2</sub>) valent (selon une estimation de JP Morgan[6]) en ordre de grandeur 30 000 milliards de dollars, si et seulement si ... elles sont extraites un jour. Décider d'en garder les 2/3 sous terre c'est leur supprimer 20 000 milliards d'actifs ! Quant à son chiffre d'affaires annuel il est sans doute de l'ordre de 400 milliards de dollars[7]. On comprend que cette

industrie ne soit pas pressée de voir ce gâteau se réduire...

Mais chacun d'entre nous, en tant que consommateur et utilisateur d'énergie pour le moindre geste de notre vie courante, n'a pas vraiment intérêt à ce que la fête s'arrête. Du coup, les responsables politiques à qui il appartient de créer les contraintes indispensables ne le font pas, et encore moins en période de crise économique.

Espérons que le débat sur la transition énergétique ne se laisse pas embarquer sur de fausses pistes mais nous aide à ouvrir les yeux. L'horloge climatique ne s'arrête pas parce qu'on ne la regarde pas...

---

#### NOTES :

[1] Voir <http://petrole.blog.lemonde.fr/2013/04/30/le-pic-petrolier-non-scientifique-selon-une-note-confidentielle-du-quai-dorsay/>

[2]. 600 GtCO<sub>2e</sub> cumulées environ entre aujourd'hui et 2050, selon Meinhausen et al. Nature 458, 1158–1162 (2009). 1 200 GtCO<sub>2e</sub> cumulées environ entre aujourd'hui et 2050, selon Allen, M. R. et al. Nature 458, 1163–1166 (2009). 900 GtCO<sub>2</sub> cumulées entre aujourd'hui et 2050 Selon l'AIE (World Energy Outlook 2012), Dans un article récent paru dans La Revue Durable, numéro 48, mars-avril 2013, Bill Mackibben retient un chiffre encore plus bas : 565 GtCO<sub>2</sub>.

[3] Les réserves prouvées représentent la part des ressources dont l'extraction / production est considérée comme certaine à 90%.

[4] Voir [http://www.carbone4.com/fr/1\\_actu\\_de\\_carbone\\_4/climat-p%C3%A9trole-et-gaz-de-schiste-%C2%A0-peut-les-marier%C2%A0](http://www.carbone4.com/fr/1_actu_de_carbone_4/climat-p%C3%A9trole-et-gaz-de-schiste-%C2%A0-peut-les-marier%C2%A0)

[5] Le captage stockage du CO<sub>2</sub>, qui en est au balbutiement et qui ne pourra se déployer que tardivement ne change rien à cette conclusion.

[6] Qui est assez facile à vérifier en ordre de grandeur : les réserves prouvées de pétrole gaz et charbon ont un contenu énergétique de l'ordre de 1000 GTep. A 40 dollars la tep (prix moyen pondéré du mix d'énergie fossile mondial) cela représenterait 40 000 milliards de dollars.

[7] 10 GTep à 40 dollars.

## **Il n'y a pas assez d'argent pour financer la COP21... Notre dernière chance contre le 'chaos climatique'**

par Mylène Vandecasteele · 01 sept. 2015 [Express.be](http://Express.be)

Les 7 et 8 décembre prochains, 195 pays se réunissent à Paris pour le "COP21", une conférence qui va déterminer des mesures à prendre pour lutter contre le changement climatique. Mais à moins de 100 jours du début de cette réunion (Des groupes de travail prépareront cette rencontre dès le 30 novembre), l'Organisation des Nations Unies vient de tirer la sonnette d'alarme: il n'y aurait

pas assez d'argent pour la financer.

C'est Christiana Figueres, secrétaire général de la conférence, qui a alerté de l'existence d'un déficit de 1,2 millions d'euros au budget de la conférence. Elle exhorte donc les pays participants à mettre la main à la poche pour compléter son financement.

Les Français prennent la question du changement climatique très au sérieux. Laurent Fabius, le ministre français des Affaires étrangères, avait stupéfait les journalistes lorsqu'il avait rencontré son homologue américain John Kerry en mai 2014 en déclarant:

Avec John, nous avons discuté d'un certain nombre de questions importantes, y compris (...) la question du changement climatique, du chaos climatique. Et nous avons, comme je l'ai dit, nous avons 500 jours pour éviter le chaos climatique. Et je sais que le président Obama et John Kerry se sont engagés pour cette cause et je suis convaincu qu'avec eux, et avec beaucoup d'autres de nos amis, nous pourrons réussir sur ce dossier important".

On peut toutefois se demander quelle est l'utilité réelle de cette conférence. En 2005, une conférence similaire avait été organisée à Kyoto, au Japon, dans le but de réduire l'effet de serre. A cette époque, le monde rejetait 29 milliards de tonnes de CO2 chaque année. **Aujourd'hui, il en émet 32 milliards de tonnes ...**